

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

## Sommet Russie-Afrique à Saint-Petersbourg

Notre monde est en pleine mutation

par Karl-Jürgen Müller

Les 27 et 28 juillet 2023, s'est tenu à Saint-Petersbourg le deuxième sommet Russie-Afrique, le premier remontant à 2019. De nombreux médias occidentaux ont tenté de présenter la rencontre de cette année comme un échec pour la Russie – en raison de plusieurs raisons : un nombre présumé peu élevé de participants africains par rapport à celui de 2019, une présumée critique des Etats africains à l'encontre de l'annulation par la Russie de l'accord sur les céréales, des divergences d'opinion sur la question de l'Ukraine, etc.

Je ne partage pas cette appréciation. En Occident, tout ce qui ne correspond pas au récit occidental est certes actuellement rejeté comme propagande «ennemie» – mais les prises de position des mondes non occidentaux publiés à la suite du sommet révèlent un autre langage (voir les textes originaux figurant ci-dessous et à la page 2 de cette édition).

Il serait très souhaitable que les responsables occidentaux commencent à prendre toutes ces voix au sérieux et qu'ils abandonnent leurs objectifs déclarés jusqu'à présent consistant à isoler la Russie, à la «ruiner», à lui infliger une «défaite stratégique» et à la démembrer. Tout cela non pas, en premier lieu, à cause de la Russie, mais comme une étape vers la guérison d'un «patient» occidental souffrant depuis longtemps d'un déni de réalité et ainsi mettant en danger, par son escalade de pouvoir, la paix et l'économie mondiales.

### Comment l'Occident a tenté de perturber le sommet

Ils sont nombreux, les moyens employés des pays occidentaux à tenter de perturber, voire d'empêcher le Sommet Russie-Afrique. Y compris de la tracasserie très concrète. L'«Anti-Spiegel» germanophone, basé en Russie, cite le Président de la République du Congo, Denis Sassou-Nguesso: «Ce sommet s'est déroulé dans un contexte international difficile et a nécessité de gros efforts. Beaucoup voulaient que ce sommet échoue, et nous aussi avons eu de grandes difficultés à nous y rendre. L'avion que nous avions affrété a atterri à Dubaï parce que les compagnies d'assurance en Occident s'opposaient à ce que l'avion atterrisse à Saint-Petersbourg. Nous avons donc dû affréter un nouvel avion à



Session plénière du Sommet Russie-Afrique. (photo Pavel Bednyakov, RIA Novosti)

Dubaï parvenant ici avec un petit jet. Ce n'était pas facile, c'était un vol de cinq heures. Je sais aussi que d'autres délégations ont également rencontré des difficultés, notamment en ce qui concerne le droit de survoler certains pays.»<sup>1</sup>

Ce même Président a porté le jugement suivant sur le sommet: «A l'exception de très peu de pays, toutes les délégations africaines étaient là. Cela a été un grand succès.» Et d'y ajouter: «Je pense que la conclusion de ce sommet ouvre des perspectives gigantesques pour la coopération entre la Fédération de Russie et le continent africain.»<sup>2</sup>

### Déclaration finale d'envergure – et autres accords

La version anglaise autorisée de la déclaration finale<sup>3</sup> compte 14 pages. Elle ne peut pas être reproduite ici exhaustivement, mais sa lecture est vivement recommandée. Cette déclaration finale confirme le jugement précité du Président de la République du Congo. Elle s'inscrit dans la continuité du sommet de 2019 et réaffirme les accords qui y ont été conclus. La déclaration de cette année contient des accords sur le «mécanisme de partenariat en dialogue», la «coopération dans les domaines politique et juridique» (qui est la partie la plus volumineuse du document, avec ses 29 sous-points sur un

total de 74), la «coopération en matière de sécurité», la «coopération dans les domaines commercial et économique», la «coopération dans les domaines scientifique, technique, humanitaire, culturel, sportif, de la jeunesse, de l'information, de l'éducation et de la santé» ainsi que la «coopération dans le domaine de la protection de l'environnement et du climat». Le résumé de ces titres de chapitre suffit déjà à démontrer l'ampleur des projets de coopération.

Outre la déclaration finale, quatre autres déclarations et deux mémorandums spéciaux<sup>4</sup> ont été adoptés, l'un avec l'*Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)*<sup>5</sup>, l'autre avec la *Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC)*<sup>6</sup>. Les quatre déclarations comprennent les accords sur la prévention de course aux armements dans l'espace, sur la coopération dans le domaine de la sécurité de l'information, sur le renforcement de la coopération dans la lutte contre le terrorisme ainsi qu'un plan d'action du Forum de partenariat russo-africain pour les années 2023 à 2026.

### «Force motrice de la multipolarité: vivre libre de l'hégémonie, de la domination et de la tutelle»

Le «Berliner Zeitung» est l'un des rares quotidiens mainstream allemands à ouvrir ses colonnes, en divers endroits, à la parole à des

opinions divergentes. Le 30 juillet, il a été le cas avec *Thomas Fassbender*, ayant réalisé des interviews et des commentaires au sein de la chaîne «RT- deutsch» jusqu'à fin février 2022. Il a également publié ce qui est probablement la biographie (en langue allemande) la plus complète sur *Vladimir Poutine*, parue en 2022. L'extrait suivant de l'article de Fassbender tente d'apporter une réponse à la question de savoir pourquoi de plus en plus d'Etats du monde aspirent à une politique autonome sans la domination occidentale – réponse qui mériterait définitivement de nous faire réfléchir, nous autres Occidentaux:

«Au centre se trouve la rébellion contre la tutelle, ressentie ou réelle. La force motrice est une nouvelle conscience de soi, résultat d'un demi-siècle de mondialisation. Le progrès et la modernité ne sont plus définis par l'Occident seul. Le monde entier y participe. L'exemple de trois pays BRICS, traditionnellement considérés comme des partisans de l'Occident, le montre clairement: Brésil, Inde et Afrique du Sud. La guerre en Ukraine a montré que ces pays n'adoptent non plus les récits [narratives, angl.] occidentaux sans les remettre en question.

L'Occident perd sa souveraineté d'interprétation sur le bien et le mal en politique. S'il en était autrement, il n'y aurait pas besoin de sanctions, et encore moins de sanctions secondaires. Celles-ci prouvent justement que l'obéissance ne peut plus être obtenue que par la contrainte.

Mais le respect ne peut pas être imposé, et la pression entraîne une contre-pression. [...] L'invasion de l'Ukraine par la Russie, suivie de la guerre de sanctions menée par l'Occident contre la Russie, a déclenché une aliénéation rapide entre l'Occident et l'Orient. Si, en Europe, la devise officielle résonne «ne plus dépendre de la Russie et de la Chine!», en Chine et en Russie, on dit par contre «Ne plus dépendre des Etats-Unis!». Ce qui est valable notamment envers le dollar américain ainsi que l'infrastructure mondiale dominée par l'Occident.»

A la fin de l'article, on lit: «Au 21<sup>e</sup> siècle, il ne s'agit guère du faux antagonisme [la démocratie versus l'autocratie]. Il n'y a pas non

Suite page 2

## Face aux chicanes occidentales, la Ministre Pandor insiste à nouveau sur la nécessité d'un commerce mondial équitable

par Siyabonga Sithole



Naledi Pandor (photo Dirco, IOL)

M<sup>me</sup> Grace Naledi Pandor, Ministre sud-africaine des relations internationales et de la collaboration, a renouvelé son appel à prendre une attitude ferme vis-à-vis des chicanes issues de certains gouvernements occidentaux à ses concitoyens et au continent africain. Pandor a fait partie de la délégation sud-africaine dirigée par le Président *Cyril Ramaphosa*, lors du sommet Afrique-Russie qui s'est déroulé à St.

Petersbourg le 27 juillet 2023. Elle a précisé qu'il était nécessaire de garantir des échanges commerciaux équitables, afin que le monde ne soit plus pris en otage par un seul système. Elle a réaffirmé que les institutions et les systèmes financiers mondiaux devaient être préservés de toute politisation et que le commerce mondial se devait d'être équitable.

Pandor [...] a déclaré qu'il fallait également garantir la diversité du système financier dans le monde, ajoutant qu'il n'était pas légitime de reprocher au continent ses relations avec la Russie: «L'Afrique a développé sa relation avec la Russie au cours de nombreuses années. Etant donné le rôle que le peuple russe a joué dans notre propre lutte pour la liberté, c'est une relation très importante pour nous, en particulier pour l'Afrique du Sud». Elle ajoute qu'il était arrivé «que les Nations unies aient été malmenées par certains comme une arme contre autrui ou à des fins politiques. Nous devons mettre fin à ce genre de choses. Je pense que la diversité

des structures et des mécanismes favorise les processus démocratiques en cours».

La ministre sud-africaine a également appelé le continent à reconnaître que le moment d'adopter une position ferme sur les questions d'importance internationale était venu pour ses dirigeants: «Pour le continent, le moment de réaliser qu'il a la possibilité de se hisser au rang de partie du monde extraordinairement puissante est venu. Nous devons être maîtres de nos capacités et de nos ressources, et les gérer dans l'intérêt du continent.» M<sup>me</sup> Pandor a ajouté que les dirigeants africains devaient se débarrasser de l'idée que le continent devait quelque chose aux pays occidentaux et à leurs dirigeants. Pour elle, cette attitude témoigne de la présence de nouvelles formes de colonisation, ce qu'elle a expliqué aux micros de «Russia TV» en ces termes: «Je sais que l'idée selon laquelle l'Afrique a une dette envers autrui existe. C'est une idée néo-colonialiste. Nous devons commencer à prendre conscience de

notre pouvoir et l'utiliser à bon escient pour l'Afrique tout entière. Réellement, même ceux qui prétendent être nos amis ont exploité les ressources de notre continent. [...] Le colonialisme était une question de ressources. Il s'agissait de les exploiter. Aucun oppresseur ne changera à lui seul la situation d'oppression, c'est notre tâche à nous. Je pense que nous devons développer une attitude différente envers nos ressources naturelles».

La ministre a ajouté que le commerce mondial devait être équitable et diversifié, appelant les dirigeants africains à former des partenariats qui favorisent le continent sans l'exploiter, car ce dernier avait «suffisamment souffert de l'exploitation par les pays occidentaux.» [...]

Source: <https://www.iol.co.za/the-star/news/minister-pandor-reiterates-firm-stance-on-fair-trade-and-western-bullying-54fd0cea-7f66-43ae-9347-b254f0a4d21d> du 27=7/23

(Traduction *Horizons et débats*)



## L'Afrique du Sud et la Russie intensifient leurs relations

par Dikeledi Molobela

Lors de la réunion bilatérale avec le Président Cyril Ramaphosa au palais Konstantinovski de Saint-Petersbourg, le Président Poutine s'est exprimé sur le thème de l'Afrique du Sud et ses relations avec la Russie. En réponse, le président Cyril Ramaphosa a exprimé ses sincères remerciements, soulignant la longévité de la collaboration entre les deux nations.

Il a rappelé que leur coopération remontait au «G 20», où ils ont collaboré avec succès sur de nombreuses questions cruciales.

En ce qui concerne le deuxième sommet Russie-Afrique qui vient de s'achever, le Président Ramaphosa a félicité son homologue Poutine d'avoir organisé un sommet fructueux représentant les points de vue de différents pays avec une déclaration «aussi bien négociée que conçue». Il a profité de l'occasion pour exprimer sa gratitude à Poutine pour son accueil: «Nous pensons que ce sommet a été une réussite et qu'il a été parfaitement organisé. Les résultats ont été très positifs, et sa déclaration finale bien conçue et rédigée. Comme le montrent les citations suivantes, Ramaphosa a fait état de différents points forts du Sommet: «Tout en faisant part

de vos propres points de vue, cette réunion reflète également ceux des divers pays participants. Avec une telle déclaration finale, je crois que nous disposons d'un document qui peut faire progresser les relations entre l'Afrique et la Russie. [...] Ce qui est particulièrement appréciable, c'est que la Russie mène ses relations avec l'Afrique sur un niveau stratégique, dans le respect et la reconnaissance de la souveraineté des Etats africains.»

Ramaphosa a reconnu qu'à travers le temps, le soutien de la Russie à l'Afrique était demeuré fort, et «ce depuis l'époque de l'Union soviétique». Il a félicité le fait que l'esprit de coopération entre la Russie et l'Afrique perdure.

### Relations commerciales

En ce qui concerne les relations bilatérales entre la Russie et l'Afrique du Sud, Ramaphosa a réaffirmé les liens étroits partagés et entretenus par les deux nations. «Il s'agit d'une relation à plusieurs niveaux. Sur le plan de l'investissement, un grand nombre d'entreprises présentes sur le marché sud-africain investissent également sur le marché

russe», a-t-il déclaré. Le Président a souligné que l'Afrique du Sud était actuellement confrontée à une crise énergétique et qu'elle pouvait tirer des enseignements précieux de l'expérience de la Russie en la matière. [...] Le président a également fait part de son intérêt pour l'exploration de domaines d'avenir, tels l'espace, rappelant l'existence d'un institut spatial en Afrique du Sud. «Vous êtes prédominants dans le domaine spatial, dans lequel nous souhaiterions établir une coopération.»

«Nous apprécions le soutien que nous avons reçu de la Russie lors de la crise sanitaire du COVID-19. L'innovation dont vous avez fait preuve dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 a été une source d'inspiration pour nos propres scientifiques. Je me souviens que vous [le Président Poutine] et moi avons eu une conversation téléphonique après que nos scientifiques aient isolé le variant Omicron. Vous avez envoyé des scientifiques russes en Afrique du Sud pour que nous puissions échanger nos points de vue. Je pense que cela a eu un impact considérable. Nous vous en remercions.»

En ce qui concerne l'éducation, Ramaphosa a également exprimé la profonde gratitude de l'Afrique du Sud pour le soutien offert par la Russie. Il exprimé son vif désir d'encourager un nombre croissant d'étudiants à poursuivre leurs études en Russie dans diverses disciplines.

Le Président Ramaphosa a également évoqué la valeur de l'important soutien apporté par le Président Poutine à un grand nombre de Sud-Africains qui ont accompli leurs études en Russie en exprimant son souhait de voir ce soutien se maintenir.

Enfin, il a salué la position ouverte du président Poutine concernant la représentation de l'Afrique au niveau des Nations unies en ces termes: «Nous aimerions connaître votre position, notamment sur la question de la représentation de l'Afrique au niveau des Nations unies. Notre continent n'est toujours pas suffisamment représenté dans les structures clés de l'ONU. Nous vous remercions de votre soutien à cet égard aussi», a-t-il déclaré. •

Source: <https://www.sanews.gov.za/south-africa/sa-russia-cement-bilateral-relations> du 29 juillet 2023 (Traduction Horizons et débats)

## «La Russie se comporte comme une famille avec nous»

par Sikho Matiwane\*

Le Sommet Russie-Afrique qui s'est tenu à Saint-Petersbourg en Russie a exacerbé les tensions qui déchirent les relations entre l'Occident et l'Afrique.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que Les Etats-Unis et la France aient adressé de multiformes menaces à plusieurs délégations africaines participant à cette réunion étant donné leur propension à occuper l'épicentre des conversations annoncées.

Les propos tenus par M<sup>me</sup> Nomvula Mokonyane, ce 25 juillet lors de son interview avec *Newzroom Africa* à Saint-Petersbourg, révélaient que l'Afrique du Sud a assurément été l'une des nations visées par des interventions issues des Etats-Unis et de la France.

Interrogée sur ces menaces, M<sup>me</sup> Mokonyane a déclaré que l'ANC entretenait des relations durables avec l'ambassade des Etats-Unis en Afrique du Sud et que le Trésorier général de l'ANC s'était rendu aux Etats-Unis pour délibérer sur de nouveaux engagements. [Face à des réactions négatives de l'attitude ouverte de l'Afrique du Sud envers le Sommet de Pétersbourg], M<sup>me</sup> Mokonyane a déclaré: «Nous essayons d'éviter d'être piégés dans une seule réaction.» Elle ajoute que l'Afrique du Sud souhaite avoir l'occasion de réaffirmer ses positions en matière de recherche d'alternatives et de diversité.

Lors de son discours d'ouverture, le premier jour du sommet, le Président russe Vladimir Poutine a assuré aux dirigeants africains qu'ils se trouvaient dans un pays ami dont les habitants partageaient les mêmes idées qu'eux.

Ce jugement est bien étayé par les faits. La Russie et la Chine ont toujours soutenu les pays africains dans les moments difficiles et, contrairement aux Etats-Unis, l'attitude des deux grandes puissances se trouve «dans le camp légitime de l'histoire», formule souvent

prononcé ce jour-ci. Il y a un mois, le Président du Kenya a assisté au sommet du Pacte mondial de financement, soulignant dans son discours le fait que les dirigeants africains étaient fréquemment convoqués ou invités à des conférences en Occident où on leur réservait des attitudes hautaines et condescendantes. On utilisait des mesures d'intimidation envers eux, les menaçant d'annuler tout accord ou toute coopération antérieure. Le Président du Kenya a déclaré que les conférences organisées par les pays occidentaux n'étaient rien d'autre qu'un spectacle où on faisait des promesses qui se dissipaient dans l'air.

Le Président sud-africain, qui faisait partie des intervenants, a fait part de son mécontentement à l'égard de l'Occident, affirmant que ces gouvernements avaient traité les dirigeants africains comme des mendiants pendant la campagne de vaccination contre le Covid-19, concentrant leurs efforts à accumuler un maximum de doses de vaccins pour leur propre compte, tandis que la Chine et la Russie sont allées au-delà de ce qui était nécessaire pour sauvegarder des vies humaines en Afrique. Le président a notamment dit que dans le cadre de cette conférence, la Russie avait beaucoup à offrir à l'Afrique, en particulier en ce qui concernait «l'économie bleue» relative aux activités économiques liées aux océans. Les Etats-Unis et l'Occident devaient reconnaître que la Russie n'était pas et n'avait jamais été un adversaire de l'Afrique; en fait, «la Russie a aidé les pays africains même lorsque cela n'était pas à la mode». Et de conclure en ces termes: «Nous avons des amis en Amérique et en Occident, nous en sommes contents, mais quant à la Russie, elle est comme une famille pour l'Afrique.» •

\* Sikho Matiwane est un entrepreneur africain de renom, directeur de Matiwane Diplomatic Consulting. (Traduction Horizons et débats)

### «Sommet Russie-Afrique ...»

suite de la page 1

plus de concurrence entre les systèmes; les formes de pouvoir respectives sont le fruit d'un conditionnement historique, de la constitution de la société et de l'opportunité. Ce qui est déterminant, c'est la lutte menée de toutes parts pour l'autonomie, le véritable moteur de la multipolarité: vivre libre de l'hégémonie, de la domination et de la tutelle.»

Il me semble que ces affirmations clarifient également le contexte dans lequel se déroulent les événements actuels au Niger, ce qui se passe sur son territoire aussi bien que dans toute la région. •

<sup>1</sup> <https://www.anti-spiegel.ru/2023/wie-der-westen-versucht-hat-den-russland-afrika-gipfel-zu-sabotieren/> du 30/07/23

<sup>2</sup> La prise de position complète du Président de la République du Congo se trouve dans l'article mentionné ci-dessus de l'*Anti-Spiegel*.

<sup>3</sup> <http://en.kremlin.ru/supplement/5972> du 28/07/2023; une traduction en allemand se trouve sur <https://www.anti-spiegel.ru/2023/was-auf-dem-russland-afrika-gipfel-beschlossen-wurde/> du 31/07/23.

<sup>4</sup> cf. [en.kremlin.ru/supplement/5976](http://en.kremlin.ru/supplement/5976), avec les liens vers d'autres sites.

<sup>5</sup> L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) est une organisation régionale d'Etats d'Afrique du Nord-Est (Communauté économique régionale) dont le siège est à Djibouti. Elle succède depuis 1996 à l'IGADD (Intergovernmental Authority on Drought and Development) ayant été créée en 1986 à l'initiative du Président djiboutien Hassan Gouled Aptidon. Son objectif est de soutenir les Etats membres dans leur développement.

<sup>6</sup> La Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) est une communauté économique au sein de l'Union africaine visant à promouvoir la coopération économique régionale en Afrique centrale. Son objectif est d'atteindre l'autonomie collective par la coopération, d'augmenter le niveau de vie de la population et de maintenir la stabilité économique.

## L'Union Africaine appelle au cessez-le-feu en Ukraine

A l'issue du sommet Russie-Afrique de Saint-Petersbourg, l'Union africaine (UA) a exhorté le président russe Vladimir Poutine à instaurer un cessez-le-feu en Ukraine et à trouver une solution à la guerre des céréales.

«Nous devons parvenir à un cessez-le-feu (en Ukraine), car la guerre devient de plus en plus incertaine. Plus elle dure, plus elle devient dangereuse. Poutine a montré qu'il était ouvert au dialogue», a déclaré le Président comorien Azali Assoumani, qui assure la présidence tournante de l'UA.

M. Assoumani, qui a fait référence au plan de paix en dix points présenté à Moscou et à Kiev par les pays africains, a souligné qu'il s'agissait maintenant pour nous de convaincre la partie adverse». Et d'ajouter: «Notre rôle est celui de médiateur. Nous parlerons aux deux parties. J'espère que nous obtiendrons des résultats positifs.»

Conformément à la Charte des Nations Unies, ce plan prévoit notamment un règlement pacifique du conflit, des mesures de désescalade des hostilités, des garanties de sécurité pour les deux parties et le respect de leur souveraineté. Les pays africains avaient présenté ce plan à la mi-juin à Moscou et à Kiev sous l'égide du Président sud-africain Cyril Rama-

phosa, mais le président ukrainien Volodymyr Zelensky a répondu, avec la même attitude irréaliste avec laquelle il avait rétorqué à l'initiative de paix chinoise déjà, que les négociations devaient inclure le retrait total de l'armée russe des territoires occupés.

Pour sa part Poutine, accusant les Etats-Unis et l'OTAN de refuser le dialogue, a déclaré qu'il discuterait de la situation liée à l'Ukraine «avec les pays africains concernés». En plus, il a réaffirmé l'intention de la Russie de rouvrir ses ambassades en Afrique, fermées après la chute de l'Union soviétique.

La déclaration de clôture du deuxième Sommet Russie-Afrique ne fait pas explicitement mention de l'Ukraine, mais accuse «le nationalisme agressif», «le néo-nazisme», «le néo-fascisme», ainsi que «l'afrophobie et la russo-phobie».

Une cinquantaine de représentants des pays présents à la réunion n'ont pas caché que pour eux, la sécurité alimentaire dépendait en grande partie de la cessation de toute hostilité entre les parties belligérantes. •

Source: <https://www.pagina12.com.ar/572317-la-union-africana-pide-alto-el-fuego-en-ucrania> du 29 juillet 2023

(Traduction Horizons et débats)

## Les Etats africains font preuve de souveraineté – malgré la pression occidentale

*globaltimes*. Du 27 au 28 juillet, le deuxième sommet Russie-Afrique s'est tenu à Saint-Petersbourg en présence de 17 chefs d'Etat du continent africain. Eux et les autres participants, qui comprenaient, outre de nombreuses délégations nationales, cinq vice-présidents et quatre chefs de gouvernement, ont fermement résisté aux pressions de l'Occident pour participer à cet événement. Du côté officiel russe, on avait été informé que les Etats-Unis et l'UE avaient tenté de dissuader leurs invités d'y participer. Cette affirmation est étayée par la publication massive d'éditoriaux haineux face au sommet divulgués dans les médias occidentaux.

En dépit de cela, l'écrasante majorité des pays africains ont participé au sommet de Saint-Petersbourg, les Etats africains non-participants se trouvaient en nombre de cinq. Si l'on considère le fait que depuis le début de l'opération spéciale en Ukraine, les représentants des Etats africains correspondant à un peu plus de la moitié du continent s'étaient prononcé à l'encontre de la Russie lors des votes des sessions de l'Assemblée générale des Nations unies, on doit constater qu'on a actuellement affaire à des pays africains qui ont décidé d'intensifier leurs relations avec la Russie, malgré leurs désaccords sur la situation en Europe de l'Est.

La pression politique et médiatique de l'Occident n'a pas empêché le déroulement de l'événement majeur car, de toute évidence, un grand nombre de pays africains apprécient la manière dont la Russie peut les aider à ren-

forcer leur souveraineté en ces temps imprévisibles. L'ancienne Union soviétique avait soutenu maints mouvements de libération africains pour ensuite largement aider nombre d'entre eux à construire leur propre Etat. Malheureusement, la Fédération de Russie a dû faire face à de nombreux défis politiques internes, n'ayant pas pu reprendre le rôle international qu'elle a récemment réintégré.

Après le premier sommet Russie-Afrique en octobre 2019, le président Vladimir Poutine a tenté de rattraper le temps, mais la pandémie de Covid-19 et la guerre par procuration de l'OTAN contre la Russie en Ukraine semblent avoir entravé la mise en œuvre du plan d'action originaire. Quoi qu'il en soit, les relations russo-africaines ne se sont pas détériorées au cours des presque quatre années qui se sont écoulées depuis leur dernière rencontre multilatérale, et l'on peut même affirmer que la Russie est devenue plus importante pour certains de ses partenaires africains au cours de cette période, et cela à un niveau qui n'avait jamais été atteint depuis 1991.

Les sanctions antirusse imposées par l'Occident après le début de l'opération spéciale en Ukraine ont causé des problèmes aux partenaires africains. Malgré l'initiative sur les céréales de la mer Noire, initiative que Moscou a récemment refusé de prolonger après avoir accusé l'Occident de ne pas remplir sa



Sommet de la CELAC et de l'Union européenne (UE)

# La tentative de Bruxelles de s'approcher du monde du Sud a été marquée par des divergences de fond

par Daniel Kerssfeld

A Bruxelles, le Sommet de la CELAC et de l'Union européenne (UE) a revêtu une importance politique particulière, d'autant plus qu'il s'agissait de la première rencontre au cours des huit dernières années réunissant des dirigeants des deux continents. Cependant, malgré les efforts des organisateurs pour lui conférer un semblant de cohésion, le sommet a été entaché de divergences et de déséquilibres. La reprise économique post-Covid, la crise environnementale et la férocité des affrontements entre la Fédération de Russie et l'OTAN ont eu des retombées politiques importantes. Les mêmes divergences ont abouti à un échec pareil, il y a quelques semaines, de la campagne de lobbying menée par *Volodimir Zelensky*.

La présence du Président ukrainien au sommet, programmé de l'UE, s'est heurté au rejet d'un groupe de gouvernements latino-américains qui, pratiquement en bloc, ont choisi de ne pas s'impliquer dans le conflit, en dépit des interprétations contradictoires, des fautes et des responsabilités dans cette guerre et, surtout, de la pression exercée par Washington et les principales capitales européennes. Il s'avérait que cette rencontre aussi se déroula sous les auspices de l'expansion économique chinoise indubitable. S'il est vrai que l'Amérique latine ne joue pas encore un rôle de premier plan dans le cadre de la «Nouvelle route

«Nous ne pouvons approuver ces sanctions. Nous avons un partenariat stratégique avec l'UE, il ne peut donc y avoir ni impositions ni punitions, mais des négociations seules [...] la base de tout partenariat stratégique doit être la confiance mutuelle, et non pas la méfiance ni les sanctions» [...] (*Lula da Silva*)

de la soie», dont l'objectif est de créer un vaste marché allant de la Chine à l'Allemagne, on ne peut nier l'influence évidente de Pékin sur l'économie de l'Amérique latine.

Face à cette réalité, l'opération de séduction européenne visait en effet à affaiblir l'influence de la Chine dans cette région, mais aussi de l'encourager à mettre d'avantage de distance vis-à-vis de la Russie. En effet, cette dernière, avant les sanctions économiques, était le premier fournisseur de ressources énergétiques du Vieux Continent et constituait un allié stratégique pour son moteur économique.

*Ursula von der Leyen*, présidente de la Commission européenne, a annoncé que l'UE augmenterait ses fonds disponibles pour l'Amérique latine et les Caraïbes dans le cadre du plan «Global Gateway» afin de financer le développement durable et la «transition verte» de notre région. La visée européenne n'est pourtant pas

centrée sur le facteur environnemental, mais sur la transformation numérique autour des axes de la connectivité, de la cyberdéfense et des droits numériques des citoyens.

Toutefois, les 45 milliards d'euros annoncés ne permettraient d'assurer une connectivité totale qu'à un peu plus d'un tiers de la part de la population latino-américaine n'ayant pas encore accès à l'internet à haut débit. Selon les chiffres présentés par l'UE, un véritable projet de transformation numérique à visée environnementale nécessiterait six fois le montant initialement prévu.

## Divergences quant à l'accord de libre-échange EU-Mercosur

Pour les pays d'Amérique du Sud, l'un des principaux points de discussion concernait la ratification de l'accord entre le Mercosur et l'Union européenne. Mais les divergences

entre les deux continents ont posé des problèmes dès le départ, ce qui a conduit un certain nombre de pays, ci-inclus la France, à rejeter les termes de l'accord en raison de ses effets économiques.

D'autre part, l'UE a décidé, il y a un an, d'imposer des sanctions à ceux de ses partenaires qui violent les dispositions relatives aux droits de l'homme et à la lutte aux changements climatiques incluses dans les accords commerciaux bilatéraux. L'Europe a ainsi envisagé la possibilité d'appliquer des sanctions telles que la suspension des concessions commerciales ou la suppression des préférences tarifaires. Bien que sur le Vieux Continent, ces conditions sont largement respectées, elles demeurent très coûteuses pour les pays d'Amérique du Sud, notamment dans un contexte comme celui que nous connaissons actuellement, accentuant les dissymétries entre les deux régions.

Cette approche environnementale avait été envisagée pour toutes les négociations commerciales et se reflète donc dans celles actuelles, comme avec le Mercosur, négociations que le Parlement Européen ait différé pendant plus de trois ans en réaction à l'incessante déforestation de l'Amazonie brésilienne

Suite page 4

## Les temps ont changé, malgré les illusions qui bercent l'UE

par Gisela Liebe

Le sommet de la CELAC (Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes) et de l'UE à Bruxelles, les 18 et 19 juillet 2023, a réuni la plupart des chefs d'Etat des pays d'Amérique latine dont également le Président cubain, *Miguel Díaz-Canel* et la vice-présidente vénézuélienne, *Delcy Rodríguez*, sanctionnée par l'UE. La CELAC est une libre association de l'ensemble des 33 Etats des deux Amériques, exception faite des Etats-Unis et du Canada. Le fait que les médias standards germanophones aient pratiqué le mutisme à l'égard de cet événement important se comprend aisément si l'on considère le déroulement et les résultats du sommet qui se sont éloignés de l'esprit régnant aux niveaux supérieurs de l'UE.

Ces derniers mois, l'UE, en première ligne l'Allemagne, avait déjà lancé une véritable offensive de charme en direction de l'Amérique latine, *Ursula von der Leyen*, *Olaf Scholz*, *Annalena Baerbock* et *Robert Habeck* s'étant rendus successivement dans divers Etats d'Amérique latine dans le but, d'une part, de les rallier à l'Occident sur la question de

l'Ukraine et, de l'autre, de garantir les livraisons de matières premières en Europe. Pour l'UE, il s'agit avant tout de ratifier l'accord de libre-échange, prévu depuis des années avec les pays *Mercosur*, à savoir le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, même si l'agriculture de plusieurs Etats-membres de l'UE, comme la France et l'Autriche, en souffriront gravement.

Ce fut avant le sommet déjà que des divergences massives entre l'UE et les pays de la CELAC étaient apparues. L'Espagne, qui assure la présidence de l'UE depuis le 1<sup>er</sup> juillet, avait invité le Président ukrainien *Volodimir Zelensky* à participer au sommet, invitation qui avait dû être annulée suite à des protestations massives d'un certain nombre de pays membres de la CELAC.

Le caractère controversé des idées régissant les deux partis se manifestait également par rapport à la déclaration finale commune. L'UE avait présenté un projet comportant plusieurs paragraphes de soutien à l'Ukraine qui ont tous été supprimés dans le contre-projet de la CELAC. Dans le document final, l'Ukraine ne trouvait pas

de mention substantielle. La déclaration finale avec ses 41 paragraphes ne contenait que la formule neutre que les participants étaient «profondément préoccupés par la poursuite de la guerre en Ukraine», formule faisant abstraction de toute mention de la Russie. Ce consensus minimal n'a pourtant pas été adopté à l'unanimité car il a été rejeté par le Nicaragua.

Pour les pays d'Amérique latine, et notamment l'Argentine, la mention des problèmes en suspens liés aux îles Malouines ou las Malvinas [mieux connus en Europe sous leur dénomination anglaise Falkland Islands] était cruciale. Selon le ministre argentin des Affaires étrangères, *Santiago Cafiero*, ce point implique une invitation à la Grande-Bretagne à entamer des négociations avec l'Argentine sur la souveraineté des îles. Le passage consacré à la reconnaissance des souffrances causées par l'esclavage et la traite des esclaves, notamment dans les pays des Caraïbes, a également constitué une concession de poids, de la part de l'UE aux Etats membres de la CELAC.

L'UE affirme vouloir investir 45 milliards d'euros dans des projets d'infra-

structure en Amérique latine, selon ce qu'a annoncée fièrement *Ursula von der Leyen*. La destination de cet argent (en Amérique latine, on emploie dans ce contexte l'expression du «néocolonialisme vert»), les conditions que les pays CELAC doivent remplir en matière de droits de l'homme et d'environnement selon les directives de l'UE, les sanctions qu'ils risquent de subir en cas de non-respect – tout cela est hautement susceptible de provoquer les doutes dans les rangs des Etats de l'Amérique latine. Une chose ressort en toute évidence de ce sommet: les temps sont passés où le continent devait se soumettre aux intérêts des grandes puissances occidentales. La remarque on ne peut plus arrogante du responsable des affaires étrangères de l'UE, *Josep Borrell*, sur le prétendu jardin de l'Europe qu'il s'agirait de protéger contre la jungle représentant le reste du monde continue de semer la consternation et l'indignation, notamment en Amérique latine. Elle va de pair avec l'incompréhension du Sud global face à l'allégeance inconditionnelle de l'UE envers les Etats-Unis.

## «Les Etats africains font preuve ...» suite de la page 2

part du contrat, aucune solution ne semblait émerger de l'impasse. Lors du sommet qui vient de s'achever, le Président russe a néanmoins promis de fournir des céréales aux régions africaines les plus démunies gratuitement et d'ici la fin de l'année.

L'analyse du sommet doit encore aborder d'autres aspects de la rencontre. En effet, il ne s'agissait pas seulement de renforcer la coopération russo-africaine dans le domaine de l'agriculture. Conformément au sujet «Paix, sécurité et développement», les relations militaires bilatérales entre les pays intéressés ont été discutées à huis clos, les détails n'ayant pas été rendus publics en raison de leur caractère sensible. En outre, les différentes formes de coopération universitaires, énergétiques, financières, industrielles, institutionnelles, médiatiques et autres figuraient sur l'ordre du jour.

Ce qui liait le tout, c'est que le développement global des relations russo-africaines, palpables dans chacun de ces domaines, fait promouvoir les perspectives de Poutine dans sa volonté évidente d'aider les partenaires de la Fédération de Russie sur le continent africain, notamment dans le but de «renforcer leur souveraineté nationale et culturelle», comme il l'avait conçu lors des préparatifs du sommet. Depuis le début de l'opération spé-

cial, il a régulièrement évoqué ce concept, le considérant comme un préalable à un partenariat mutuellement bénéfique.

Dans ce contexte global, il faut noter qu'aucun pays africain ne s'est aligné sur la campagne occidentale des sanctions antirusse bien que la pression pour le faire ait été immense. Cela vaut également pour les délégations africaines à l'Assemblée générale des Nations unies qui ont voté contre la Russie au moins une fois. Jamais auparavant l'Afrique ne s'était montrée aussi unie que lors de cette démonstration. Il est évident que ces Etats voulant se démarquer en tant qu'Etats réellement indépendants face à la communauté internationale, ont décidé de ne plus se voir dicter leur politique par leurs anciens maîtres-coloniaux.

L'Occident a été choquée par cette démonstration d'authenticité sans précédent, raison pour laquelle ses officiels et ses médias ont lancé un autre assaut dans cette interminable guerre de l'information contre la Russie, et ceci au travers d'une tentative réitérée mais désespérée de convaincre les pays africains de s'aligner sur la guerre économique menée par le biais des sanctions occidentales contre la Russie. Des mensonges ont été propagés selon lesquels les conseillers militaires russes seraient responsables d'atrocités ou encore le fait la Russie aggraverait la famine en Afrique, par exemple. Aucun pays africain ne s'est toutefois laissé reconvaincre de sanction-

ner la Russie, même pas ceux n'ayant pas participé au sommet actuel.

Ils savent tous que leurs intérêts nationaux objectifs sont mieux préservés en gardant leurs options stratégiques ouvertes et en ne coupant pas les ponts avec leurs partenaires, quelles que soient les pressions extérieures. La Russie est considérée depuis longtemps déjà en tant que partenaire historiquement fiable, c'est pourquoi les relations sont en cours de se renforcer dans tous les domaines vitaux d'un pays africain, ce qui les encourage dans leur effort à surmonter la dépendance disproportionnée vis-à-vis de l'Occident qui prédomine encore, tout en visant à établir des relations encore plus étroites avec la Chine.

La Russie n'érige pas de conditions préalables à son aide agricole et militaire et la Chine refuse de conditionner ses investissements en infrastructures et son accès au marché, circonstances qui renforcent leur coopération réelle avec les Etats africains, et avec elle leur souveraineté. En outre, ces grandes puissances souhaitent également améliorer les relations individuelles avec les partenaires, notamment par le biais d'échanges universitaires et de formation de personnel qualifié. Dans l'ordre mondial multipolaire en cours de création, la Russie et la Chine considèrent l'Afrique dans son ensemble, en tant que pôle indépendant.

C'est là que réside la principale différence entre les rapports que les Etats-Unis et l'UE

entretiennent avec les pays africains et ceux que leur offrent la Russie et la Chine. Les premiers soumettent toutes ces formes d'aide à des conditions, dans le but que l'Afrique leur reste subordonnée, tandis que les secondes renoncent à de telles conditions puisqu'elles souhaitent favoriser l'émergence de l'Afrique. Pour les Etats-Unis et l'UE, il est inconcevable d'approuver un ordre international dans lequel ils ne sont pas en position de suprématie, tandis que la Russie et la Chine aspirent à un ordre juste et équitable dans lequel tous les Etats, peu importe leur taille, entrent en rapport avec les autres sur un pied d'égalité.

Une telle vision plus large permet de mieux comprendre l'importance du deuxième sommet Russie-Afrique, qui se révèle ainsi être la version complémentaire russe du Forum sur la coopération sino-africaine. Ces deux événements continuent à avoir lieu, à plusieurs années d'intervalle, ce qui leur laisse suffisamment de temps pour progresser dans leurs plans d'action. Bien que la Russie se soit réengagée relativement tard en Afrique, elle fait plus que compenser ce retard par le rôle stratégique qu'elle joue, notamment en assurant les besoins agricoles et de sûreté militaire de ses partenaires.

Source: version originale de ce texte sur <https://www.globaltimes.cn/page/202307/1295280.shtml> du 29/07/23

(Traduction *Horizons et débats*)



## Documentation

# Les sanctions contre les engrais potassiques biélorusses ont un impact négatif sur la sécurité alimentaire mondiale

hd. «Horizons et débats» a constamment abordé les effets dévastateurs des sanctions des Etats-Unis et de l'UE sur l'économie mondiale, en particulier sur les pays les plus démunis du monde entier. Ces sanctions unilatérales constituent une pleine infraction au droit international. L'ambassade de la République du Belarus en Suisse nous a fait parvenir le texte suivant. Nous le publions en raison de sa valeur documentaire, dont l'importance est fondamentale.

La République de Biélorussie a signalé, à plusieurs reprises, que les sanctions contre les engrais potassiques biélorusses, y compris l'interdiction illégale du transit de la potasse biélorusse par la Lituanie, représentent un risque de famine mondiale et menacent la sécurité alimentaire dans le monde entier. Les aide-mémoires biélorusses sur ce sujet ont été publiés en tant que documents officiels de l'Assemblée générale des Nations unies (A/76/513, A/76/677, A/77/809) et peuvent y être consultés ou téléchargés mot par mot.

La Lituanie, vassal inconditionnel de la guerre contre la Fédération russe, continue cependant d'affirmer que la contribution du Belarus à la sécurité alimentaire mondiale serait insignifiante, alors que la part du Belarus dans le commerce mondial d'engrais potassiques a été, jusqu'en 2022, de 20%.

La pénurie d'engrais potassiques résultant des mesures restrictives prises à l'encontre de la potasse biélorusse a entraîné une pénurie d'engrais potassiques sur les marchés mondiaux et une hausse des prix, ce qui a entraîné une baisse de leur consommation, une diminution des rendements des cultures et une augmentation des prix des denrées alimentaires. La situation dans les pays les moins développés du monde est particulièrement dangereuse et pourrait conduire à une famine de grande ampleur.

## Les déclarations suivantes proviennent d'organisations et d'agences internationales de renom:

1. Les rapports de la situation actuelle, publiés le 13 avril 2022 et le 8 juin 2022 par l'équipe spéciale du secrétaire général des Nations unies, António Guterres, sur la gestion des crises mondiales dans les domaines de l'alimentation, de l'énergie et des finances, indiquent que le Belarus et la Fédération de Russie exportent ensemble environ un cinquième des engrais mondiaux. La perte de l'approvisionnement en engrais de la Fédération de Russie et du Belarus a entraîné une hausse des prix des engrais plus rapide que celle des prix des denrées alimentaires. De nombreux agriculteurs, en particulier classés «petits», sont contraints de réduire leur production, contrainte due au fait que les engrais dont ils ont besoin reviennent plus chers que les prix des céréales qu'ils atteignent sur les marchés accessibles. En raison de ce problème majeur d'engrais, la production alimentaire mondiale est d'ores et déjà susceptible de ne pas répondre à la demande croissante en 2023. Or, une personne sur deux dans le monde dépend des produits agricoles pour lesquels les engrais sont utilisés.

2. Conclusions et recommandations conjointes de la FAO et de l'OMC aux pays du G-20 sur les marchés et politiques mondiaux des engrais, du 14 novembre 2022<sup>1</sup>:

- les prix mondiaux des engrais ont considérablement augmenté;
- la hausse des prix est renforcée par une baisse de l'offre mondiale d'engrais. Les exportations d'engrais potassiques du Belarus ont fortement diminué, passant de 3,62 millions de tonnes au premier trimestre 2021 à 1,95 million de tonnes au premier trimestre 2022. Les statistiques d'importation de ces derniers mois montrent que la baisse des livraisons en provenance du Belarus s'est accélérée;
- l'Afrique ne représente que 3 à 4 % de la consommation mondiale d'engrais, et environ 50 % des engrais livrés sont destinés à la culture des plantes utiles importantes pour l'Afrique. La baisse de la consommation d'engrais aura donc de graves conséquences, notamment en compromettant la sécurité alimentaire de certaines communautés agricoles;
- tous les efforts devraient être déployés pour maintenir ouvert le commerce international des engrais afin de répondre à la demande intérieure et mondiale.

3. Article de l'Institut international de recherches sur les politiques alimentaires (IFPRI) du 9 novembre 2022<sup>2</sup>:

- les exportations biélorusses de potasse ont chuté de 9,1 millions de tonnes (1<sup>er</sup> décembre 2021) à 3,9 millions de tonnes (1<sup>er</sup> décembre 2022) en raison des sanctions;
- Les importateurs d'engrais potassiques pourraient refuser de s'approvisionner en Russie et en Biélorussie en raison des coûts et des risques supplémentaires liés aux transactions avec les pays sanctionnés.

4. Article de la Banque mondiale du 5 janvier 2023<sup>3</sup>:

- les prix mondiaux des engrais potassiques s'élevaient à 562 USD par tonne au 1<sup>er</sup> décembre 2022, contre 221 USD par tonne au 1<sup>er</sup> janvier 2022;
- les exportations d'engrais potassiques du Belarus ont diminué de plus de 50 % en raison des restrictions d'utilisation du territoire de l'UE pour le transit. En particulier, la Lituanie a annulé l'utilisation de son réseau ferroviaire pour le transport de la potasse biélorusse vers le port de Klaipėda, par lequel transitait habituellement 90 % des exportations biélorusses.

5. Recommandations du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies concernant le troisième rapport de la Lituanie à ce Comité, en date du 3 mars 2023<sup>4</sup>:

- le Comité reste préoccupé par les mesures prises récemment par l'Etat partenaire de l'accord, qui ont empêché le transport de potasse du Belarus destinée à des pays tiers d'Afrique et d'Amérique latine, ce qui a entraîné une pénurie d'engrais et a eu un impact négatif sur la sécurité alimentaire dans ces pays;
- le Comité recommande à l'Etat partenaire de réexaminer ces mesures récentes qui ont eu un impact sur le prix des engrais et la sécurité alimentaire dans les pays tiers.

Cette liste est loin d'être exhaustive.

En 2021, le Belarus et la Russie représentaient, presque à parts égales, plus de 40 % des livraisons de potasse, contre 35,9 % pour le Canada et 5,8 % pour les Etats-Unis.

La part du Belarus dans le commerce mondial de la potasse est tombée à environ 9 % en 2022, celle de la Russie à 16,4 %.

La baisse des volumes en provenance du Belarus et de la Russie s'est accompagnée d'une hausse des prix des engrais potassiques.

Les sanctions imposées à l'industrie de la potasse du Belarus ont donc été l'une des principales raisons d'une hausse considérable des prix des engrais en 2022, qui a entraîné une forte augmentation des prix des produits alimentaires finis.

Par exemple, le prix du chlorure de potassium au Brésil a atteint un niveau historique de 1 200 dollars par tonne en 2022. Les conséquences de ce choc ont longtemps été ressenties par les acheteurs internationaux de produits agricoles brésiliens, le prix de certains types de produits alimentaires finis ayant été multiplié par cinq.

Selon les prévisions d'avril de la Banque mondiale, le prix mondial des engrais potassiques devrait baisser en moyenne pour atteindre 475 USD par tonne en 2023 et 425 USD par tonne en 2024. Toutefois, les prix des engrais potassiques seront plus élevés en 2023 et 2024 qu'en 2021 (année où les mesures restrictives ont été imposées quant à la potasse biélorusse).

Il convient de rappeler que, selon la Banque mondiale, les prix mondiaux des engrais potassiques s'élevaient à 221 USD par tonne au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Malgré une légère baisse des prix, l'accessibilité financière pour les agriculteurs reste faible.

## Les pays les plus démunis souffrent le plus des sanctions

La part du Belarus sur les marchés africains des engrais potassiques est passée de 41,7 % à 2,8 % en 2022. Alors qu'en 2021, le Belarus a fourni environ 632 mille tonnes de potasse à 30 pays du continent africain, en 2022, il en a fourni environ 30 mille tonnes à six pays seulement. Des pays comme la Zambie, le Zimbabwe, le Cameroun, le Kenya, la Réunion et la Tanzanie ont été approvisionnés exclusivement en engrais biélorusses. Un certain nombre de pays, dont le Gabon, la Côte d'Ivoire, Madagascar, le Malawi, le Sénégal et la Sierra Leone, ont couvert 50 % de leurs besoins en engrais avec de la potasse biélorusse.

Selon nos calculs basés sur les données de la FAO, la quasi-disparition du Belarus de la liste des fournisseurs de potasse en 2022 a entraîné une baisse de 16,1 % des rendements céréaliers africains.

En 2023, les livraisons vers l'Afrique s'arrêteront complètement en raison des mesures prises par la Lituanie.

L'incertitude largement répandue parmi les acteurs du marché de la potasse et des secteurs connexes concernant les livraisons d'engrais potassiques en provenance du Belarus risque

d'avoir des conséquences désastreuses sur les chaînes d'approvisionnement agricoles et la sécurité alimentaire dans le monde entier.

## La pénurie de potasse sur le marché international ne peut pas être résolue à court terme

Il est difficile d'augmenter rapidement la production actuelle des producteurs existants tandis que l'arrivée de «nouveaux acteurs» implique des coûts financiers et temporels considérables. La construction d'une nouvelle mine prend au moins 5 à 7 ans entre la prise de décision et la première tonne produite.

Ainsi, si la crise alimentaire actuelle est liée à un manque d'accès aux engrais, dans les années à venir, elle pourrait être liée à une pénurie de nourriture. C'est ce qu'a déclaré à plusieurs reprises le secrétaire général des Nations unies, M. Guterres.

Il ne faut pas oublier que la population mondiale continuera d'augmenter. Selon les experts de l'ONU, la population mondiale augmentera de près de 2 milliards de personnes au cours des 30 prochaines années, passant de 8 milliards actuellement à 9,7 milliards en 2050, atteignant probablement un pic de près de 10,4 milliards de personnes au milieu des années 2080.

Avec la croissance de la population mondiale, la consommation de potasse continuera d'augmenter en raison de la diminution et de l'appauvrissement des terres cultivables et de l'augmentation du revenu disponible dans les pays en développement. Cela entraînera un déficit dans l'approvisionnement mondial en engrais potassiques.

La Biélorussie a toujours contribué, de manière significative, à la sécurité alimentaire mondiale, mais les mesures coercitives unilatérales illégales prises à son encontre poussent les habitants des pays vulnérables au bord de la famine et entraînent l'insécurité alimentaire dans les pays qui mettent en place de telles mesures.

Or, la Biélorussie appelle à nouveau à tirer profit du potentiel des Nations unies pour que la Lituanie renonce aux manipulations politiques et à l'abus de sa position de transit et revienne au respect de ses obligations internationales.

Nous demandons le rejet des mesures coercitives unilatérales qui contreviennent non seulement aux obligations internationales, y compris dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, mais également aux dispositions de la Charte des Nations unies et aux résolutions s'y référant de l'Assemblée générale des Nations unies. •

<sup>1</sup> [https://www.wto.org/english/news\\_e/news22\\_e/igo\\_14nov22\\_e.pdf](https://www.wto.org/english/news_e/news22_e/igo_14nov22_e.pdf)

<sup>2</sup> <https://www.ifpri.org/blog/how-sanctions-russia-and-belarus-are-impacting-exports-agricultural-products-and-fertilizer>

<sup>3</sup> <https://blogs.worldbank.org/opendata/fertilizer-prices-ease-affordability-and-availability-issues-linger>

<sup>4</sup> [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=E%2FC.12%2FLTU%2FCO%2F3&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=E%2FC.12%2FLTU%2FCO%2F3&Lang=en)

(Traduction Horizons et débats)

## «La tentative de Bruxelles ...»

suite de la page 3

poursuivie pendant le mandat de Jair Bolsonaro. Depuis le début de son nouveau mandat, le 1<sup>er</sup> janvier 2023, Lula da Silva a qualifié d'«inacceptable» la menace de sanctions de l'UE, une attitude qu'il a confirmée lors de sa nomination comme secrétaire du Mercosur, au début du mois de juillet.

Dans ses déclarations, le président brésilien a réaffirmé son jugement disant que «nous ne pouvons approuver ces sanctions. Nous avons un partenariat stratégique avec l'UE, il ne peut donc y avoir ni impositions ni punitions, mais des négociations seules». Et d'ajouter, pour éliminer tout doute concernant son attitude, que «la base de tout partenariat stratégique doit être la confiance mutuelle, et non pas la méfiance ni les sanctions».

Ne souhaitant pas entraver le déroulement d'une réunion par ailleurs assez complexe, les représentants de l'UE se sont efforcés d'insister sur le fait que les sanctions environnemen-

tales ne fassent pas le sujet des délibérations du Sommet, tout en louant les efforts de Lula pour mettre fin à la déforestation galopante.

## La menace de sanctions UE – «inacceptables» pour leurs hôtes

Toutefois, la nouvelle disposition a fait l'objet de critiques au sein même de l'Union européenne, non seulement en raison des faiblesses et du caractère discutables de son application, mais aussi en raison de son approche qui ne prend pas en compte les différences entre les pays, et encore moins les questions spécifiques et diverses parmi ses partenaires.

D'autre part, les exigences européennes en matière de «transition verte» ne tiennent pas compte du fait que les principales exportations du sud de notre région vers l'Europe englobent le pétrole, les hydrocarbures et les ressources énergétiques allant du charbon colombien au lithium chilien. Dans ce contexte de relations déséquilibrées et dissymétriques, la préservation de l'environnement est deve-

nue tout de même l'un des sujets centraux du sommet, comme en témoigne également l'initiative dite de «Bridgerton», présentée par Mia Mottley, Premier ministre de la Barbade, avec le soutien des pays du bloc caribéen de la «Caricom».

L'objectif de cette initiative est d'empêcher le basculement des pays en développement dans une spirale de crise lorsque leur endettement augmente à la suite de catastrophes naturelles telles que les inondations, les sécheresses et les ouragans.

Face au changement climatique et à ses graves conséquences pour les pays les plus vulnérables, pour ceux donc qui génèrent le moins de pollution, l'initiative préconise également de dégager des fonds supplémentaires, en particulier pour la reconstruction après des catastrophes, sans taxes ni intérêts additionnels.

Quant à l'élaboration de la déclaration finale, on n'a donc pas pu occulter ou réduire les divergences internes du Sommet, notam-

ment en ce qui concerne la crise en Ukraine, qui a été contextualisée dans le cadre d'autres scénarios de conflit, comme par exemple celui d'Haïti.

A cet égard, Ralph Gonsalves, Premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines et actuel président de la CELAC, a souligné l'importance d'inclure dans la déclaration finale une référence explicite à la responsabilité européenne dans le génocide des autochtones et la traite des esclaves.

Il s'agissait là indubitablement de mettre en valeur le principe de justice réparatrice et d'un premier pas vers la compensation économique nécessaire. Ceci à un stade de l'histoire de l'Amérique latine où ni les excuses tardives ni les justifications, souvent ensemble avec de nouvelles exigences issues de monarches ou d'autres gouvernants, ne suffisent plus.

Source: Página12; <https://www.pagina12.com.ar/569180-una-cumbre-con-desequilibrios-y-diferencias>, du 19 juillet 2023

(Traduction Horizons et débats)



# Kosovo et Métochie – Égalité, sécurité, liberté de circulation et droits de l'Homme pour tous!

par Živadin Jovanović, ancien ministre des Affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie et président du Forum de Belgrade pour un monde d'égaux



Živadin Jovanović  
(photo beoforum.rs)

Intimidations, agressions physiques, arrestations arbitraires et épuration ethnique font partie du quotidien des Serbes du Kosovo et de Métochie, depuis la fin de l'agression de l'OTAN en 1999 jusqu'à aujourd'hui. Il y a eu des fluctuations, mais pas d'interruption. Tout cela s'est produit, y compris la négation du droit aux retours libres et sûrs de quelque 250 000 Serbes et autres non-Albanais déplacés, s'est déroulé sous l'égide de la MINUK, de la Kfor et de l'EULEX qui doivent observer la neutralité selon ses «termes de statut».

Alors que la Serbie, dans un souci de réalisme et de paix, remplissait fidèlement toutes ses obligations découlant de la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU et d'une série de documents controversés, le soi-disant Occident collectif, avec son humiliante stratégie de la «carotte et du bâton», veillait à repousser continuellement Belgrade et à construire, pas à pas et sous nos yeux, un autre État albanais, territoire prévu pour rejoindre, le moment venu, à la soi-disant «Grande Albanie».

## Le démantèlement de la Serbie sans fin

Dans une longue série d'accords signés avec l'UE comme médiateur «neutre en termes de statut», chaque nouvel accord a représenté une consolidation additionnelle de l'exploitation de la Serbie, obtenue par l'accord précédent. Dans cette montée du néocolonialisme et de l'hégémonie des centres de pouvoir occidentaux dans les Balkans, les historiens ne mesureront que les «mérites» du Royaume-Uni, de l'Allemagne et des États-Unis, de l'UE, de l'OTAN et d'autres, y compris d'une partie des nôtres. L'essentiel

réside bien sûr dans la géopolitique de l'expansion de l'Occident dont les étapes sont connues: le soutien au séparatisme albanais pendant des décennies, l'alliance avec l'UÇK terroriste, l'agression armée illégale par l'OTAN en 1999, la confiscation allant de pair avec la reconnaissance du Kosovo et de la Métochie et l'écrasement sans fin de la nation serbe.

## Violation ouverte de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité

La dernière escalade des tensions au Kosovo et en Métochie a été déclenchée par l'entrée en force de fonctionnaires albanais dans quatre assemblées municipales du nord de la province, élus lors d'élections illégales en avril. Les Serbes ont boycotté ces élections en raison de menaces massives contre leur sécurité, d'arrestations et d'inculpations arbitraires, de l'appropriation de leurs biens, du non-respect de l'obligation de former l'Union des municipalités serbes, de l'installation de bases pour les forces spéciales et d'autres formes d'intimidation généralisée. Le nord de la province est militarisé. Les accords sur la police, les accords avec l'OTAN sur l'interdiction des armes automatiques et la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies ont été violés.

## Sollicitation d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité

Le jeudi, 6 juillet 2023, les médias nationaux et étrangers ont rapporté la déclaration du Président serbe Aleksandar Vučić sollicitant, en raison de l'escalade des tensions et des menaces pour la sécurité des Serbes au Kosovo et en Métochie, la convocation d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU reconnaissant que «la Serbie s'est toujours comportée conformément à la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU et aux normes juridiques internationales». La déclaration a suscité beaucoup d'attention et d'attentes de la part du public, comme le montrent les nom-

breux commentaires publiés. «Bravo! Enfin un pas concret!» n'en est qu'un exemple de plusieurs messages publics allant dans la même direction.

A cela suivirent plusieurs entretiens entre le Président Vučić et l'ambassadeur de Chine, Chen Bo, (13 juillet), l'ambassadeur russe Aleksandar Bocan Harchenko (18 juillet) et le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg (19 juillet). Au-delà du calendrier et de la densité de ces rencontres, notamment au regard de l'urgence de la question, ces entretiens ont été perçus par l'opinion publique comme une transition vers des préparatifs concrets et l'exploration du plus grand soutien possible à la position de la Serbie, afin que les résultats de la réunion d'urgence du Conseil de sécurité soient aussi favorables que possible aux Serbes menacés au Kosovo et en Serbie, problème lié inséparablement à la paix, à la sécurité et au développement, autant dans la région qu'en Europe tout court.

## Il faut absolument remédier aux causes de l'escalade!

La tenue d'une réunion d'urgence (extraordinaire) du Conseil de sécurité est un préalable incontournable pour mettre fin à l'escalade et pacifier la situation – et pour éviter le risque d'une autre effusion de sang. La pacification ne peut être atteinte que si les causes connues de l'escalade sont éliminées. Ce faisant, nous ne devons pas perdre de vue que les causes ne résident pas uniquement, ni même principalement, dans les caractéristiques personnelles des dirigeants de Priština, même si l'on sait qu'ils sont animés par la haine et l'idée de la Grande Albanie. En fin de compte, les causes résident dans la politique de double standard des centres de pouvoir occidentaux et des représentants de la soi-disant communauté internationale, y compris les structures chargées du mandat du Conseil de sécurité de l'ONU.

## Les droits à la sécurité, les droits de l'Homme et les libertés doivent être garantis également aux Serbes!

Deuxièmement, la session extraordinaire du Comité de surveillance doit être le lieu et l'occasion de réaffirmer le principe d'équité de la garantie de la sécurité, des droits de l'homme et des libertés pour les Serbes aussi, et sur la totalité du terrain de la province. Il est inacceptable de voir les Serbes réduits à vivre dans des ghettos, constamment expropriés par la force de leurs biens et leurs monuments, leurs églises, leurs monastères et leurs cimetières transformés en ruines, en dépotoirs et en chantiers, tout cela couronné par les reproches systématiques faits aux Serbes qu'ils seraient eux-mêmes, à priori, les responsables de toute cette détresse.

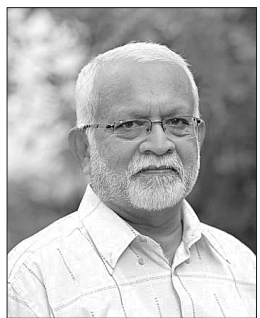
## Les bases d'une solution pour tous les habitants

Troisièmement, la réunion du Conseil de sécurité sera l'occasion de réaffirmer l'intangibilité du Conseil de sécurité en tant que seule instance compétente pour prendre des décisions concernant le Kosovo et la Métochie, ainsi que la valeur permanente de la résolution 1244 du Conseil de sécurité. C'est elle qui exprime la volonté de l'ensemble de la communauté mondiale sans exception, constituant son autorité juridique. Il est dans l'intérêt de la Serbie que la solution pour le Kosovo et la Métochie soit fondée sur la Charte des Nations unies et la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies. Il n'y aura pas de solution juste et durable en dehors ou contre ces documents juridiques et en dehors du Conseil de sécurité en tant qu'organe exclusivement compétent pour les questions de paix et de sécurité. Il est bien connu que la Serbie ne renonce à sa souveraineté et à ses frontières internationales, ce qui a été confirmé par son admission à l'ONU, à l'OSCE et à d'autres organisations internationales.

Suite page 6

# Signes d'une fin de la guerre ukrainienne

par M.K. Bhadrakumar\*



M.K. Bhadrakumar  
(photo mad)

Le problème avec la guerre en Ukraine, c'est qu'il s'agissait d'un simple trompe-l'œil. Les objectifs russes de «démilitarisation» et de «dénazification» de l'Ukraine ont pris une tournure peu réelle. La version occidentale selon laquelle il s'agirait d'une guerre entre la Russie et l'Ukraine, centrée sur le principe westphalien de souveraineté nationale, s'est peu à peu usé et a laissé un creux.

## Les réalités indiquent une guerre entre l'OTAN et la Russie

Aujourd'hui, on se rend compte de deux choses: que la guerre se déroule en réalité entre l'OTAN et la Russie et que l'Ukraine a cessé d'être un État souverain depuis 2014, depuis que la CIA et ses organisations sœurs occidentales – en Allemagne, Grande-Bretagne, France, Suède, etc. – ont installé un régime fantoche à Kiev.

Le brouillard de la guerre commence à se dissiper, les vrais fronts deviennent donc visibles. A un niveau décisif, une discussion ouverte sur les issues commence.

La vidéoconférence du Président russe Vladimir Poutine avec les membres permanents du Conseil de sécurité, le vendredi 21 juillet à Moscou, et sa rencontre avec le président biélorusse Alexandre Loukachenko, le dimanche 23 juillet à Saint-Petersbourg, en consti-

tuent sans aucun doute des moments décisifs. Les deux procès-verbaux se sont suivis immédiatement et doivent être lus ensemble.<sup>1</sup>

## Y a-t-il un autre plan de l'administration Biden visant une guerre plus ample encore?

Il est évident que les deux événements diplomatiques mentionnés ci-dessus ont été soigneusement chorégraphiés par le Kremlin, visant à faire passer plusieurs messages. La Russie étincelle de la confiance ayant acquis la suprématie sur le front des combats. Elle a écrasé l'armée ukrainienne contraignant la «contre-offensive» de Kiev de passer au second plan. Mais Moscou se doute de ce que le gouvernement Biden mise peut-être sur un autre plan de guerre, de plus grande envergure encore.

Lors de la réunion du Conseil de sécurité, Poutine a déclassifié et ainsi rendu publiques les rapports signés des services secrets provenant de différentes sources et parvenus à Moscou indiquant l'infiltration d'un corps expéditionnaire polonais sur le territoire de l'ouest de l'Ukraine. Poutine l'a qualifié d'«unité militaire régulière bien organisée et bien équipée dans le but d'opérer en Ukraine occidentale dans la perspective de l'occupation ultérieure de ces territoires».

## Revanche polonais

Il existe en effet une longue histoire de revanche polonais. Poutine, jadis fervent étudiant en histoire, en a longuement parlé. Son attitude a été stoïque quand il a dit, en public, que si les autorités de Kiev approuvaient ce plan polono-américain, «suivant le schéma habituel aux traîtres, c'est leur affaire. Nous n'interviendrons pas».

Mais, a ajouté Poutine, sur un ton très sérieux: «Il est tout à fait différent par rapport à la Biélorussie. La Biélorussie fait partie des États de l'Union ce qui fait qu'une agression contre la Biélorussie signifie une agression contre la Fédération de Russie. Nous y répondrons par tous les moyens dont nous disposons.» Poutine a averti, dans cette même déclaration et avec autant de sérieux, que la

situation en cours est «un jeu extrêmement dangereux» et que les auteurs de tels plans devraient bien «réfléchir aux conséquences».

Dimanche, lors de la rencontre avec Poutine à Saint-Petersbourg, Loukachenko a repris le fil de ce débat. Il a informé Poutine sur de nouveaux déploiements polonais survenus près de la frontière biélorusse – se situant à 40 km de Brest seulement – et d'autres préparatifs en cours. Il s'agirait de l'ouverture d'un atelier de réparation de chars Léopard en Pologne, l'activation d'un aérodrome à Rzeszow, à la frontière ukrainienne (à une centaine de kilomètres de Lviv), approprié au déploiement de forces américaines et déplaçant des armes et des mercenaires, et autre chose encore.

## La Biélorussie déclare comme inacceptable tout découpage de l'Ukraine

Loukachenko a affirmé: «C'est inacceptable pour nous. Nous n'accepterons ni l'aliénation de l'Ukraine occidentale, ni son dénombrement ni la cession des territoires ukrainiens à la Pologne. Si les populations résidant dans l'Ukraine occidentale nous le demandent, nous les soutiendrons. Je vous prie donc [Poutine] de discuter cette question et d'y réfléchir. Naturellement je voudrais que vous nous souteniez dans cette attitude. Si le désir d'un tel soutien se montre, lorsque l'Ukraine occidentale nous le demande, eh bien, ce soutien, nous l'offrirons aux habitants de l'Ukraine occidentale. Si de tels appels nous atteignent, nous leur donnons tout notre soutien, de toutes manières possibles.»

Comme on pouvait s'y attendre, Poutine n'a pas réagi à cette intervention – au moins pas publiquement. Loukachenko a rendu évident qu'il identifierait une intervention polonaise au dénombrement de l'Ukraine suivie de l'intégration de ces parties au sein de l'OTAN. Il n'a pas mâché ses mots en ajoutant: «C'est ce qui est approuvé par les États-Unis!» Il est significatif, dans ce contexte, que Loukachenko ait sollicité également la mission d'effectifs du groupe Wagner<sup>2</sup> en vue de détourner les menaces envers la Biélorussie. Il est significatif que Poutine et

Loukachenko mènent un tel entretien en public. Et il est évident que tous les deux se sont prononcés là-dessus basés sur des informations fournies de leurs services secrets, anticipant un tournant décisif dans cette guerre.

## Une guerre avec la Pologne?

Que la population russe sache très bien que son pays se bat de facto contre l'OTAN en Ukraine est une chose. Il serait pourtant toute autre chose de se trouver face à l'éventualité que la guerre en cours puisse dramatiquement dégénérer en une guerre avec la Pologne. La Russie se verrait confrontée à une armée de l'OTAN considérée par les États-Unis comme leur principal partenaire en Europe continentale.

En exposant en détail le revanchisme polonais, traité de manière controversée parmi les historiens européens modernes, Poutine a probablement calculé pouvoir renouer avec les résistances européennes le concernant y compris en Pologne, notamment contre les machinations susceptibles d'entraîner l'OTAN dans une autre guerre continentale avec la Russie.

La Pologne aura pourtant ses raisons pour hésiter. Selon *Politico*, l'armée polonaise compte environ 150 000 hommes, dont 30 000 font partie d'une nouvelle force de défense territoriale qui se compose, elle, «des soldats du week-end suivant une formation de 16 jours suivie de cours de remise à niveau».

## La Pologne dispose-t-elle de soutien pour ses projets de reconquête?

Là encore, la puissance militaire de la Pologne ne se traduit pas par une influence politique correspondante en Europe. Ceci principalement du fait que les forces centralisatrices dominantes de l'UE se méfient de Varsovie, contrôlée par le parti nationaliste «Droit et Justice» dont le mépris des normes démocratiques et de l'État de droit a terni la réputation de la Pologne dans l'Union toute entière.

Suite page 6

\* M.K. Bhadrakumar a accompli différentes missions en tant que diplomate de carrière au service du Ministère indien des Affaires étrangères. Il a notamment été Ambassadeur d'Inde dans l'ancienne Union soviétique, au Pakistan, en Iran et en Afghanistan, en Corée du Sud, au Sri Lanka, en Allemagne et en Turquie. Ses analyses sont focalisées principalement sur la politique étrangère indienne et les évolutions au Moyen-Orient, en Eurasie, en Asie centrale, en Asie du Sud et en Asie du Pacifique. Il les publie régulièrement sur son blog «Indian Punchline».



# Pause estivale entre Berne et Bruxelles – mais en coulisses, on continue à tirer les ficelles

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Même en période de vacances, les choses continuent de bouger entre la Suisse et l'UE. Lukas Mandl, parlementaire européen d'Autriche, est le mandataire des relations de l'UE avec la Suisse au sein de la «Commission UE des affaires étrangères». Dans l'hebdomadaire suisse «Sonntagsblick», il s'est récemment prononcé sur l'état des négociations entre Berne et Bruxelles, disant qu'il était «minuit moins cinq» si l'on voulait parvenir à un accord avant les élections européennes de juin 2024.<sup>1</sup> – Rudolf Walser, économiste, ayant conservé son «flair» critique même en tant qu'ancien consultant au sein du think-tank «Avenir Suisse», raconte comment la «science» tente, main dans la main avec l'administration fédérale, de diriger l'opinion publique des Suisses vers l'intégration à l'UE.

Par ailleurs, Christoph Eisenring, rédacteur économique de la «Neue Zürcher Zeitung», explique de manière étonnamment ouverte ce à quoi aspirent réellement, lui et de nombreux autres libéraux économiques, dans leur rapprochement de Bruxelles: «L'ouverture des marchés», au profit de certains groupes. – En revanche, Matthias Leuenberger, Président de l'Association pharmaceutique, fait preuve de mettre ses pieds plus solidement sur terre. – Entre-temps, le conseiller fédéral Albert Rösti prouve à Rome que la Suisse n'a pas besoin d'un accord-cadre 2.0 avec Bruxelles, mais d'une collaboration plus intense avec les pays voisins, à base d'équité.

## «Happy Hour of Free Speech»

Lors de son «Heure à la libre parole» dans le cadre du Parlement européen, Lukas Mandl a «discuté», le 10 juillet, des «nouvelles dimen-

## Mieux vaut un accord énergétique équitable avec les pays voisins qu'un contrat imposé par Bruxelles

mw. Albert Rösti, Conseiller fédéral et nouveau chef du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), a signé, le 6 juillet à Rome, avec le Ministre italien de l'énergie, une déclaration d'intention visant à garantir l'approvisionnement en gaz de la Suisse. Il est prévu qu'en cas d'interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz en provenance d'Allemagne, le géant énergétique public italien ENI vende aux entreprises énergétiques suisses une partie de son gaz qui, comme l'électricité et les camions, traverse également les Alpes suisses. Selon le communiqué de presse du Conseil fédéral, la Suisse et l'Italie entretiennent un partenariat étroit

en matière d'approvisionnement en gaz et en électricité «pour des raisons géographiques et logistiques (réseaux interconnectés)».

La Suisse a toujours conclu de tels contrats avec des pays voisins, sur un pied d'égalité et dans l'esprit de l'avantage mutuel, comme c'est l'usage entre voisins. En revanche, nous autres Suisses épris de la volonté de rester libres, sommes allergiques aux menaces et aux sanctions par lesquelles les instances de l'UE veulent nous imposer des accords qui leur conviennent.

Source: «Le conseiller fédéral Rösti signe à Rome des accords sur les transports et l'énergie». Communiqué de presse du DETEC du 6.7.2023

sions de la coopération» entre l'UE et la Suisse.<sup>2</sup> Sans y avoir assisté, on peut se faire une idée approximative de cette «liberté de parole». En effet, les intervenants étaient, d'une part, le commissaire européen Maros Šefčovič ainsi que le parlementaire européen Andreas Schwab, tous deux connus pour leur attitude hautaine face à la Suisse, et d'autre part les deux Suisses Eric Nussbaumer et Alec von Graffenried. Nussbaumer est conseiller national (PS) et président de ce même Nouveau Mouvement Européen Suisse (NEBS avec sa devise «L'adhésion à l'UE est et reste la variante la plus judicieuse pour la Suisse»<sup>3</sup>), tandis que Graffenried, Maire de Berne, est le président de la section bernoise de ce même NEBS!

Dans ce «débat» de sourds ou esprits conformes, on a cherché donc en vain un personnage capable d'expliquer aux politiciens UE pourquoi nous autres Suisses ne voulons pas,

dans notre grande majorité, le rattachement de notre pays à l'UE ou à un autre bloc de puissance (l'OTAN). Lukas Mandl étiquète comme «populisme» le fait que nous ne voulions pas nous soumettre à la jurisprudence de la CJCE, dans le rôle classique de donneur de leçons: «Chaque élève d'école de commerce apprend en première classe qu'un marché commun a besoin d'une juridiction commune» (Sonntagsblick du 23 juillet 2023). En réalité, la Suisse a de bonnes raisons pour ne pas s'intégrer comme membre au marché intérieur de l'UE (les citoyens ont rejeté l'adhésion à l'EEE dans une votation populaire), mais pour rester partenaire contractuel de l'UE (sur base des accords bilatéraux I et II ainsi que de l'accord de libre-échange de 1972, avec de nombreux autres traités en plus).

Il serait judicieux pour M. Mandl et à d'autres représentants de l'UE de se faire expliquer, par des Suisses compétents, l'enver-

sure des droits de décision dont dispose le peuple suisse, en tant que souverain compétent d'un pays à démocratie directe élaborée. Le peuple suisse n'élit pas seulement ses autorités, mais décide aussi, aux niveaux fédéral, cantonal et communal, des modifications de la Constitution et des lois ainsi que des affaires matérielles, ci-inclus les éventuelles augmentations d'impôts. Par exemple, chaque augmentation dépassant les 0,1% de la TVA fait obligatoirement l'objet d'une votation populaire fédérale. Le Tribunal fédéral n'est pas une cour constitutionnelle munie de la compétence d'invalider des décisions populaires ou parlementaires fédérales, car en Suisse, c'est le pouvoir législatif, c'est-à-dire le Parlement et, en dernière instance, les électeurs et votants, qui incorporent et exercent le pouvoir suprême de l'Etat.

Chacun se trouvant un peu au courant du système étatique suisse, ne serait-ce que de ses bases essentielles, devra donc admettre que la reprise de principe du droit européen et des décisions de la Cour de justice européenne sont incompatibles avec la conception suisse de l'Etat et de son fondement. Elle se résume dans le maintien et la garantie de la liberté et de l'indépendance dont jouissent ses citoyens.

## Tout le monde d'accord d'avance – est-ce de la science?

Au sujet de la Suisse, membre ou non de l'UE, les manifestations dites «scientifiques» ressemblent souvent à ce genre de «débat politique libre» que vient de célébrer l'UE. Ainsi, l'Institut européen de l'Université de Zurich

Suite page 7

## «Kosovo et Métochie ...»

suite de la page 5

nales. La résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU n'est pas un document idéal, mais en vue de la défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Serbie, elle est de valeur indéniable et d'importance durable. Si ce n'était pas le cas, ni les centres de pouvoir occidentaux ni Pristina ne fermeraient les yeux face à elle ni ne demanderaient que la question du Kosovo soit de facto retirée de l'ordre du jour du Conseil de sécurité de l'ONU.

Quatrièmement, la Serbie a la possibilité, lors de cette session, de lancer une initiative (proposition) visant à remplir les obligations non remplies des autres parties (Kfor, MINUK, OTAN, UE ainsi que les organes d'administration autonome provisoire) conformément à la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, sollicitant concrètement les points suivants: que soient garanties les conditions d'un retour libre, sûr et digne des quelque 250 000 Serbes et autres non-Albanais déplacés dans leurs maisons et leurs biens; le retour des contingents convenus de l'armée et de la police serbes pour certaines tâches (jusqu'à 2000), y compris leur présence aux principaux points de passage internationaux (vers le nord de la Macédoine, l'Albanie, le Monténégro); le désarmement et la démilitarisation de toutes les formations armées; l'annulation de toutes les décisions et actions contraires à la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU; le principe de l'égalité, de la sécurité, de la liberté de circulation et des droits de l'homme pour toutes les personnes habitant le Kosovo et la Métochie.

## Arrêtez de nous instrumentaliser avec vos ambitions d'hégémonie!

Cinquièmement, il est apparu clairement que l'UE s'est récemment «désengagée» du mandat confié par l'Assemblée générale des Nations unies en 2010, dans le but exclusif d'ainsi «faciliter le dialogue entre les parties». Il est grand temps de dire publiquement que des ultimatums comme le plan Scholz-Macron [cf. Horizons et débats, n°3, du 10 février 2023] relèvent de tout sauf de la «facilitation du dialogue entre les parties». Les textes et les formules qu'ils imposent ne sont pas fondés ni sur le droit, ni sur des principes ni sur la démocratie, encore moins sur la Charte des Nations unies et la résolution 1244, mais sur la requête de l'hégémonie et donc de la géopolitique promouvant l'expansion de leurs intérêts partisans, au détriment de la Serbie et du peuple serbe. Il est évident qu'en raison

des positions connues des membres permanents occidentaux (Grande-Bretagne, Etats-Unis, France), le Conseil de sécurité de l'ONU n'acceptera pas cette vérité en tant que position commune, mais en la présentant lors de la réunion du Conseil de sécurité, elle trouvera pourtant un écho favorable auprès de plusieurs acteurs du monde de la diplomatie et de la politique internationale en les obligeant de réfléchir plus profondément à qui ils accorderont leur confiance. Personne ne peut durablement se substituer de cette question profonde, même ceux qui se croient omnipotents. En réalité, ils le sont de moins en moins, vu les orientations actuelles en train de transformer notre monde.

## Préserver la bonne réputation et la crédibilité de la Serbie sur le plan international

Sixièmement, la mise en œuvre de cette initiative [du Président serbe Vučić] contribuera sans doute à renforcer la réputation et la crédibilité de la Serbie sur la scène internationale, en tant que pays se basant sur ses principes, faisant respecter ses positions publiquement déclarées et sachant se battre pour les défendre. Elle permettra également de réaffirmer la politique étrangère équilibrée, indépendante et militairement neutre de la Serbie, ce qui n'est pas sans importance dans les conditions des changements globaux vers la démocratisation des relations internationales, d'une part, et de toutes sortes de spéculations sur le «changement de paradigme en politique internationale» de l'autre. En recherchant la paix et en sollicitant l'ONU de jouer son rôle dans la désescalade au Kosovo et en Métochie, la Serbie montrera en même temps qu'elle n'est pas favorable à la confrontation, aux conflits ou à l'alignement au niveau mondial, mais à son existence en tant qu'Etat de droit, basé sur ses principes, sur la démocratisation des relations internationales et sur le renforcement du rôle pacifique qui est à la base du système de l'ONU. Au niveau interne, la réalisation de cette initiative permettra de restaurer, au moins dans une certaine mesure, la confiance et l'estime de soi à dimension nationale, ébranlés dans le passé, ainsi que la crédibilité des institutions de l'Etat. Par cette initiative, la population serbe du Kosovo et de Métochie vivra certes un encouragement important, l'encourageant à s'appuyer sur un Etat qui tient sa parole et qui est respecté dans le monde.

Belgrade, le 19 juillet 2023

Première publication: Serbian Weekly «Pecat», n° 772, p. 6 à 8, du 28 juillet 2023 (Traduction Horizons et débats)

## «Signes d'une fin de la ...»

suite de la page 5

La Pologne a certes plusieurs raisons de s'inquiéter de la fiabilité de Washington. A l'avenir, la préoccupation des dirigeants polonais sera, paradoxalement, que Donald Trump ne revienne pas à la présidence en 2024. Malgré la coopération avec le Pentagone dans la guerre en Ukraine, les dirigeants actuels de la Pologne se méfient du Président Joe Biden, à l'instar du Premier ministre hongrois Viktor Orbán.

## Un avertissement en direction de l'Occident

Réflexion faite, on peut donc supposer que les bruits de guerre de Loukachenko et la leçon de Poutine sur l'histoire européenne doivent plutôt être considérés comme un avertissement préalable à l'Occident afin de moduler un jeu final en Ukraine respectant les intérêts russes. Un démembrement de l'Ukraine ou une extension incontrôlée de la guerre au-delà de ses frontières est certes hors de tout intérêt de la Russie.

Les dirigeants du Kremlin prendront toutefois en compte la possibilité que la stupidité de Washington, résultant d'un besoin désespéré de sauver la face après une défaite humiliante dans la guerre par procuration, ne laisse pas d'autre choix aux forces armées russes que de traverser le Dniepr et d'avancer jusqu'à la frontière polonaise pour empêcher l'occupation de l'ouest de l'Ukraine par le soi-disant Triangle de Lublin, une alliance régionale à orientation antirusse virulente englobant la Pologne, la Lituanie et l'Ukraine, formée en juillet 2020 et soutenue par Washington.

## Trois éléments clés de la finale en Ukraine

Les rencontres successives de Poutine à Moscou et à Saint-Petersbourg mettent en lumière les réflexions russes sur trois éléments clés du jeu final en Ukraine.

Un, la Russie n'a pas l'intention de conquérir territorialement l'Ukraine occidentale, mais elle insistera sur la donnée d'avoir son mot à dire sur la forme des nouvelles frontières du pays ainsi que sur le comportement du futur régime. Cela signifie qu'un Etat antirusse sort de tout ce qu'elle sera prête à autoriser.

Deuxièmement, le plan de l'administration Biden visant de donner à la défaite évidente les aspects d'une victoire est voué à échec, car la Russie n'hésitera pas à contrer toute nouvelle tentative des Etats-Unis et de l'OTAN d'utiliser le territoire ukrainien comme tremplin pour une

nouvelle guerre par procuration, ce qui signifie que l'adhésion par morceaux de l'Ukraine à l'OTAN restera une chimère.

Finalement, et surtout, l'armée russe, éprouvée aux combats et s'appuyant sur une puissante industrie de défense et une économie robuste, n'hésitera pas à affronter les pays membres de l'OTAN limitrophes de l'Ukraine s'ils portent atteinte aux intérêts fondamentaux de la Russie, ce qui signifie que les intérêts fondamentaux de la Russie ne se prêtent pas à être pris en otage par l'article 5 de la charte de l'OTAN. •

<sup>1</sup> <http://en.kremlin.ru/events/president/news/71714> du 21/01/23 et <http://en.kremlin.ru/events/president/news/71723> du 23/7/23

<sup>2</sup> <https://eng.belta.by/president/view/lukashenko-sheds-light-on-pmc-wagners-plans-160461-2023/> du 23/07/23

Source: <https://www.indianpunchline.com/glimpses-of-an-endgame-in-ukraine/> du 25/07/23

(Traduction Horizons et débats)

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit  
international, du droit humanitaire  
et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Redaction

Peter Küpfer

Redaction et administration

Case postale 247, CH-9602 Bazenheid

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».



**«Pause estival entre ...»**

suite de la page 6

a organisé, le 13 juin 2023, un séminaire consacré au sujet de l'«Intégration européenne: perspectives et défis», et ceci «avec l'aimable soutien du Département fédéral des affaires étrangères DFAE».4

La liste des intervenants était «en grande partie composée d'experts suisses et étrangers favorables à l'UE», selon l'ancien conseiller d'Avenir Suisse *Rudolf Walser*.5 Parmi les représentants «experts» suisses, les éternels turbos de l'UE *Matthias Oesch* et *Christa Tobler* sautaient aux yeux. *Markus Notter*, ancien conseiller d'Etat zurichois (PS), déjà partisan de l'UE à l'époque, était également présent en tant que Président de l'*Europainstitut* de Zurich. Pour compléter la réunion des «experts», il y avait en plus une représentante de la Commission européenne et, pour le DFAE, *Patric Franzen*, qui a vanté le «bilatéralisme sur mesure» régnant au sein du Conseil fédéral, proposant de l'arrondir par la reprise du droit européen et des décisions de la CJCE ainsi que le régime UE sur les aides d'Etat. Le professeur *Andreas Glaser*, spécialiste du droit public et européen, était em toute évidence le seul roc dans cet éboulement. Rudolf Walser constate: «Comme les experts sceptiques à l'égard de l'UE étaient absents et que les questions critiques étaient indésirables, le congrès s'est déroulé dans une grande harmonie». Est-ce là, «la science» que nous autres, citoyens, attendons de nos instituts universitaires?

**Les vrais réponses à la question «Pourquoi nous sommes si riches»6 – un avertissement sérieux pour les Suisses**

En faisant la promotion de l'«ouverture» du service public suisse, en relativement bon état encore, aux groupes d'entreprise privés UE, *Christoph Eisenring*, rédacteur économique de la *NZZ*, révèle pourquoi, dans les faits, les médias néolibéraux dans la mouvance de la «*Neue Zürcher Zeitung*» se font les avocats d'un rattachement étroit de la Suisse à l'Union européenne.7

Or, l'hypothèse de base d'Eisenring déjà – «La richesse des nations repose sur la concurrence» – n'est pertinente que très partiellement. Car la richesse des nations repose en fait sur leurs ressources naturelles et le travail qu'elles fournissent. Les pays d'Afrique, dont les ressources minières sont exploitées depuis des siècles et jusqu'à aujourd'hui par les puissances coloniales occidentales sans rémunération adéquate, ont récemment réitéré leurs exigences avec insistance, lors du sommet Russie-Afrique à Saint-Petersbourg, revendiquant qu'ils ne soient plus réduits à fournir du lithium ou du cacao, mais qu'ils produisent et vendent eux-mêmes des batteries de voiture ou du chocolat.

Il n'est pas non plus vrai que la Suisse doive sa bonne santé économique à la concurrence mondiale, comme le prétend Eisenring. C'est exactement l'inverse: le petit Etat qu'est la Suisse et son économie se trouvent en bon état face et en dépit de la concurrence mondiale. Nous le devons aux atouts uniques du modèle suisse: un haut degré de souveraineté et d'indépendance vis-à-vis des blocs de pouvoir, y compris le maintien de sa propre monnaie; le renom de pays impartial et fiable grâce à sa neutralité et à sa stabilité du système politique; le droit de décision en démocratie directe et le contrôle des forces civiques face aux dysfonctionnements financiers et personnels; l'économie à petite échelle basée sur le fédéralisme et l'autonomie communale; les entreprises extraordinairement flexibles et innovantes, en particulier les PME enracinées dans le pays (plus de 99 pour cent des entreprises ayant leur siège en Suisse comptent moins de 250 collaborateurs). Last but not least, son succès réside pour une grande partie dans son système dual de la formation professionnelle (parallélisme entre l'activité professionnelle et la formation scolaire), unique en son genre, auquel les PME, mais aussi les «vraies» grandes entreprises suisses comme la Poste ou Migros, apportent leur contribution. Tout cela nécessite un avertissement urgent! La remarque de Christoph Eisenring: «La Suisse déjoue ce qu'elle s'est acquise», s'applique aujourd'hui de manière très alarmante, mais dans un sens tout autre du sien. Si nos autorités et les médias mainstream continuent de saper, en toute insolence, les piliers de l'Etat suisse dans le but de vouloir rattacher notre démocratie à l'UE et à l'OTAN, le bon état dans lequel se trouve (encore) notre

Chacun se trouvant un peu au courant du système étatique suisse, devra donc admettre que la reprise de principe du droit européen et des décisions de la Cour de justice européenne sont incompatibles avec la conception suisse de l'Etat et de son fondement. Elle se résume dans le maintien et la garantie de la liberté et de l'indépendance dont jouissent ses citoyens.

économie, et donc la prospérité de la population suisse, pourra, elle aussi, rapidement s'évanouir. La transformation et le démantèlement catastrophiques de l'école publique suisse en résultant constituent un facteur décisif. Si nous continuons à priver nos enfants d'une éducation de qualité, cette négligence se soldera par la perte de la condition de base pour tous les domaines de la vie sociale, y compris pour une économie prospère. Les conséquences graves s'annoncent d'ores et déjà.

**Concurrence sans limites des «éléphants» ou service public favorable aux citoyens?**

Eisenring nous reproche, à nous autres Suisses, de ne pas être prêts à «ouvrir» notre service public aux grands groupes de l'UE, c'est-à-dire à le privatiser, par «peur» d'une concurrence accrue. En lisant les trois exemples qu'il présente, on se hérisse effectivement les cheveux un par un – non pas par peur, mais parce que la plupart de notre population veut continuer à donner la priorité au bien commun.

Exemple 1: «*Une pincée de concurrence dans les chemins de fer*»

Il s'agit tout d'abord de l'autorisation en faveur de «*FlixTrain*» planifié «souhaitant desservir la ligne Munich-Zurich». En réalité, il ne s'agit guère de la ligne Munich-Zurich seule, mais de planifier le terrain en faveur d'interventions de groupes étrangers d'ampleur encore inconnue aujourd'hui, ce qui veut dire leur intervention privée dans le très bon fonctionnement des TP (transports publics) suisses. C'est ce que confirme SRF News: «L'un des souhaits de l'UE est que le marché ferroviaire soit à l'avenir ouvert non seulement aux CFF, mais aussi aux compagnies ferroviaires étrangères. Un projet pilote déclaré à cet effet est un *FlixTrain* vert, un prestataire à bas prix de Munich à Zurich».8 Selon *www.flixbus.de*, le groupe Flix est «un prestataire de mobilité global» [...] devenu leader du marché dans de nombreuses régions où s'est installé *FlixBus*, intervention qui aurait créé selon lui «en très peu de temps [en dix ans seulement!] le plus grand réseau européen de bus à longue distance». *FlixTrain* offre en plus, depuis 2018 déjà, «des liaisons ferroviaires, offertes en croissance continue», comme il dit.

Pour la population suisse, il s'agit de la question fondamentale de savoir si nous abandonnons les CFF et les autres entreprises de transports publics à la vente en rabais au profit de groupes d'entreprises privés. Les collaborateurs des entreprises de transport publiques craignent que par cette ouverture privée, «la protection des salaires des employés dans le système de transports publics suisse soit mise à disposition», déclare *Matthias Hartwich*, Président du Syndicat du personnel des transports SEV, sur *SRF News*. A cela s'ajoute le fait que «l'horaire cadencé fiable des CFF [...] serait mis sous pression si des prestataires étrangers seront autorisés de circuler en Suisse».

La «pincée de concurrence» dans les transports publics suisses s'avère donc être un véritable abandon du service public, associé à des prix cassés au détriment de la qualité et de la sécurité et à des salaires cassés pour le personnel des entreprises de transport. Heureusement en Suisse, c'est toujours le peuple qui aura son mot à dire!

Exemple 2: *des visites médicales à travers toute l'Europe?*

Les caisses maladie suisses ne remboursent que les prestations fournies en Suisse. A ce sujet, Christoph Eisenring déclare: «Pourtant, là aussi, l'ouverture des frontières nationales pourrait conduire à une concurrence en termes de qualité et de coûts qui profiterait aux patients». Eisenring concrétise: «Pourquoi ne pas se rendre dans le Vorarlberg pour une psychothérapie ou à Hambourg pour une opération de la prostate, si la qualité y est bonne?» Et quant au traitement ultérieur, le patient prendra alors régulièrement l'avion pour Hambourg?

C'est ainsi qu'Eisenring poursuit son fil: «A l'inverse, les patients de l'UE pourraient se rendre dans les hôpitaux suisses, ce qui contri-

buerait à améliorer leur taux d'occupation et leur procurerait des recettes supplémentaires». En effet, les étrangers se font soigner depuis longtemps dans les hôpitaux suisses, mais uniquement ces privilégiés capables de se payer eux-mêmes leurs factures, en tant que patients privés. Il est absurde de supposer que les assurances-maladies des pays de l'UE rémunèrent à leurs citoyens les tarifs élevés des médecins et des hôpitaux suisses!

Exemple 3: *l'histoire sans fin de l'accord prétendument nécessaire sur l'électricité avec Bruxelles*

Ce sujet a déjà été traité à plusieurs reprises dans les colonnes de *Horizons et débats*. C'est pourquoi la brièveté nous est permise: Eisenring se joint au chœur de ceux affirmant tous azimuts que sans accord sur l'électricité, la Suisse se trouvera coupée du réseau européen. Or, comme chacun sait, le centre du réseau électrique européen se trouve sur la ligne de transit alpin qui traverse la Suisse. Mais pour les turboneolibéraux de l'UE, il s'agit d'autre chose: «Si l'on veut conclure un accord sur l'électricité avec l'UE, il faut cependant autoriser la présence de la concurrence étrangère – et introduire la liberté de choix». Mais est-ce ce que nous voulons? Les fournisseurs d'électricité de nos communes ou de nos cantons sont tenus de servir l'intérêt général, alors que pour *Eon* ou *Electricité de France*, l'approvisionnement des Suisses ne serait certainement pas une priorité en cas de pénurie d'électricité – avec ou sans accord sur l'électricité.

**Le président de l'industrie pharmaceutique suisse garde les pieds sur terre**

*Matthias Leuenberger*, Président national du groupe pharmaceutique «Novartis» pour la Suisse et Président de l'association de l'industrie chimique et pharmaceutique «scienceindustries», s'exprime dans une interview accordée à la presse, sur un ton différent concernant les relations Suisse-UE.9

Comme il y assure, la branche pharmaceutique investit sept milliards de francs par an

Courrier  des lecteurs

**Les dangers «technocrates» liés à la numérisation de nos écoles**

L'école s'efforce de répondre aux exigences de la vie, ce qui peut facilement conduire à un «blocage» intérieur face aux «réformes» qui s'accumulent. Chez de nombreux enseignants – mes collègues – une lassitude très compréhensible envers cette frénésie réformatrice s'est peu à peu installée, une attitude où nombreux aspirent à ce que l'on les laisse à nouveau enseigner simplement, sur la base de leur intuition et de leur expérience professionnelle. Certains se sentent sous tutelle, bloqués dans leur quotidien scolaire et non soutenus ou même encouragés.

La bureaucratisation galopante s'étendant dans tous les domaines de la vie, y compris à l'école, semble être un mal qui fait des ravages de manière incontrôlée, tel un cancer. Les enseignants me rapportent qu'une fois leur travail exigeant de tous les jours terminé (qui consiste également à documenter le suivi de leurs cours et à préparer les prochains), ils passent régulièrement une heure ou plus à noter des observations détaillées sur les élèves sur l'ordinateur. Il faut tenir un registre de chaque enfant, de ses actes et de son comportement, de ses performances et de ses échecs. On ne sait jamais! Si les parents émettent des objections ou des critiques concernant leurs enfants, il faut pouvoir y réagir de manière exhaustive et documentée.

Cette contrainte de «coller au détails» risque de nous conduire à des dérives. Je vais l'illustrer par un exemple:

A Silicon Valley, haut lieu de la numérisation mondiale, vivent naturellement de nombreux enfants dont les parents travaillent dans le secteur informatique. Ce qui peut paraître étonnant c'est que la plupart d'entre eux ne confient guère leurs enfants aux écoles publiques. Dans cette région, les écoles alterna-

tives poussent comme des champignons, depuis des années. C'est le cas, par exemple, de toute une série d'écoles «Rudolf Steiner». Pour quelles raisons? Les personnes qui investissent leur force de travail dans le développement de systèmes numériques attachent une grande importance au fait que leurs enfants – attention! – ne soient pas en contact des appareils électroniques (téléphone portable, ordinateur portable, tablette, etc.), ce jusqu'à ce qu'à douze, voire quatorze ans.

Si l'on s'enquiert de leurs motivations, on obtient des réponses telles que: le danger potentiel (addiction) dépasse de loin l'utilité pédagogique; l'immersion trop précoce dans ce monde artificiel éloigne les enfants de la vie réelle; les enfants apprennent par leurs activités, physiques aussi, et non pas lorsqu'ils sont assis collés devant leur écran, ou encore, l'utilisation prématurée d'appareils techniques peut entraver durablement le développement naturel des enfants.

Depuis longtemps, ces affirmations sont étayées par d'innombrables études réalisées dans le monde entier. Nombreux, d'ailleurs, sont les pays ayant déjà tourné le dos à cette évolution malheureuse.

Pourquoi ne les écoutons-nous pas? Lorsque je demande quelle est l'utilité pédagogique des appareils coûteux dans l'enseignement quotidien, j'obtiens souvent un haussement d'épaules résigné. A quoi bon donc, toute cette frénésie technocrate? Ce n'est pas nous que l'on ait consulté.

1 Rauch, Raphael. «Zoff zwischen Bern und Brüssel. Die Schweiz gehört sofort zu Horizon zurück», dans: *Sonntagsblick* du 23/07/23

2 <https://www.lukasmandl.eu/der-schweiz-bericht-geht-ins-finale-mit-eu-kommissar-maros-sefcovic/>

3 <https://www.europa.ch/themen>

4 [https://www.eiz.uzh.ch/EIZ\\_Seminarprogramm\\_Europa-Tag\\_3.pdf](https://www.eiz.uzh.ch/EIZ_Seminarprogramm_Europa-Tag_3.pdf)

5 Walser, Rudolf. «Schweizer Professoren huldigen Brüssel», dans: *Die Weltwoche* du 6.7.2023

6 Titre du livre de Rudolf H. Strahm, économiste suisse (*Warum wir so reich sind*)

7 Eisenring, Christoph. «Plötzlich haben alle Angst vor Wettbewerb: Die Schweiz verspielt, was sie erfolgreich gemacht hat», dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 07/07/23

8 Strasser, Matthias. «Verhältnis Schweiz-EU. Eisenbahner befürchten teilweise Marktöffnung», dans: *SRF News* du 15/06/2023

9 Schäfer, Fabian und Feldges, Dominik. Interview avec *Matthias Leuenberger*, Président de *scienceindustries* et *Novartis* Schweiz, dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 27/06/2023

Daniel Wirz, Zoug  
(Traduction *Horizons et débats*)



# Un regard encourageant sur la France et ses jeunes!

Ce qu'un professeur de lettres classiques réussit – pour le bien de ses élèves

par Rita Müller-Hill

Pour comprendre les troubles en France, une fois de plus centrés sur la jeunesse, notamment dans les banlieues, il existe une multitude de suppositions et de tentatives d'explication. Elles vont de la défaillance totale de l'Etat au trafic de drogue à grande échelle. C'est depuis 40 ans que ce genre de problèmes persiste, tous les gouvernements ont sans cesse délibéré là-dessus, sans avoir su y remédier dans le fond.

Un aspect est pourtant mentionné dans presque tous les commentaires: l'injustice et l'inégalité sociales qui se sont aggravées au cours des dernières décennies, pas pour les jeunes seulement, visibles entre autre dans le mouvement des «Gilets jaunes» et le long mouvement de protestation contre la réforme concernant les retraites. Parmi les multiples raisons, l'école joue cependant un rôle central. De toute évidence, elle échoue en tant qu'«ascenseur social», car les nombreux élèves à «échec scolaire» sans perspectives sont faciles à impressionner et ensuite à instrumentaliser par toutes sortes de manipulateurs, notamment les dealers de drogue faisant apparemment la «loi» dans les banlieues. A cela s'ajoutent les prêchers de haine du djihad.

## Qu'est-ce qui ne va pas dans nos écoles?

Peu de temps après les attentats de janvier 2015 (*Bataclan*, *Charlie Hebdo*), des professeurs d'un lycée<sup>1</sup> d'Aubervilliers ont publié un texte se terminant par cette phrase: «Nous sommes les parents de trois assassins»<sup>2</sup>.

Augustin d'Humières, professeur de lettres classiques depuis vingt ans dans un lycée de banlieue en Seine et Marne, raconte dans une interview au «Figaro»<sup>3</sup> qu'en lisant ce texte, il s'est dit que ces jeunes Français radicalisés avaient passé dix fois plus de temps sur les bancs de l'école républicaine que n'importe où ailleurs. Il s'était demandé quels armes l'école avait données à ces jeunes Français pour se défendre face aux forces négatives qui les instrumentalisent et les dupent à des fins criminelles. Disposent-ils d'une langue? Ont-ils connu des textes qui pouvaient leur transmettre des valeurs? Ont-ils dû faire leurs preuves lors de combats? Ont-ils quelques dates en tête? Qu'en est-il de leur vocabulaire? Pour que tant de jeunes Français soient réceptifs aux discours violents, désespérés, rudimentaires dont résonne leur vie, il faut qu'ils aient été auparavant dépourvus de toute défense. Quels seront leurs points de repère lorsqu'ils quittent l'école?

Pour d'Humières, le terreau du fondamentalisme est d'abord l'ignorance de milliers d'élèves qui n'ont rien en main pour se défendre contre les manipulateurs. Cette défaillance est, selon lui, causée par nos écoles. Par les programmes, les règlements et instructions, les horaires qui façonnent l'enseignement, par le mode de recrutement des enseignants, par la réduction des heures consacrées aux matières fondamentales et la multiplication de nouvelles matières, par le temps et l'importance accordés à n'importe quel projet et par toutes sortes d'expérimentation hasardeuse. Il s'est développé là un système qui vise à ne rien enseigner de précis, qui ne fait qu'aggraver la haine et la colère par la distance entre ce qu'il prétend être et ce qu'il est réellement. «Car cette école moderne avait été conçue, structurée, organisée pour que l'élève la quitte sans la moindre idée précise sur n'importe quelle matière.»<sup>4</sup>

L'enseignement apparaît à d'Humières comme un sport de combat qui n'est pourtant pas dirigé contre les élèves qui, selon lui et son expérience, font preuve d'une soif intacte d'apprentissage. Il se dirige plutôt contre les injonctions du ministère, les expérimentations pédagogiques hasardeuses, les décisions illogiques conçues des ministères, comme par exemple «l'éradication de tout redoublement de classe pour réduire ainsi les coûts d'un élève»<sup>5</sup>. La proposition d'interdire les devoirs à domicile, est pour lui une des raisons de l'inégalité des chances, contre-productive elle aussi. Si les parents n'ont pas les capacités de cet accompagnement, fait qui représente une grande partie des inégalités sociales, il faut y remédier.

Pour cela, sous l'impulsion d'Augustin d'Humières, fut créée une aide aux devoirs après les cours, fréquentée par 300 élèves, (primaires, collégiens et lycéens confondus).

D'Humières lui-même continue d'enseigner *Homère* et *Villon*, *Sénèque* et *Proust*, créateurs des textes «qui constituent notre trésor, notre «pétrole» à nous.»

Ses deux livres impressionnent par leur intrépidité et leur courage. Ils indiquent une voie praticable, réaliste, avec des chances de succès. Ils sont issus de la pratique d'un enseignant qui se soucie de ses élèves, incluant l'importance de sa discipline et qui sait garder tout son bon sens vis-à-vis la furie de réformer nos écoles. Dans son premier livre, intitulé «Homère et Shakespeare en banlieue», Augustin d'Humières décrit son expérience d'enseignant en matière des «Lettres classiques»<sup>6</sup>. En 2017, avec son livre «Un petit fonctionnaire», il s'intéresse à la responsabilité de l'enseignant, à l'état d'esprit du collève, ainsi qu'à la situation de l'enseignant qui «sort du rang». Dans «Homère et Shakespeare en banlieue», Augustin d'Humières décrit comment il a relancé, «contre vents et marées», l'enseignement du grec dans un lycée situé dans une «banlieue» en Seine et Marne. Les tempêtes et les marées les plus violentes auxquelles l'auteur s'est vu confronter ont moins relevé d'un déferlement contre lui par les élèves que par la bureaucratie scolaire, du proviseur, des syndicats d'enseignants, des collègues. Il avait les parents de son côté, une fois que les élèves avaient osé choisir le grec. D'Humières persiste imperturbablement dans la conviction que les élèves sont profondément motivés d'apprendre si on le leur permet et si on leur donne le cadre pour y réussir.

Quelques difficultés «extérieures» à son projet, qui en disent long: son cours de grec n'est généralement fixé que sur les vendredis, en dernière leçon, ses collègues quittent la salle des professeurs quand il arrive tandis que le directeur lui interdit de faire de la publicité pour ses cours de grec au moment des inscriptions.

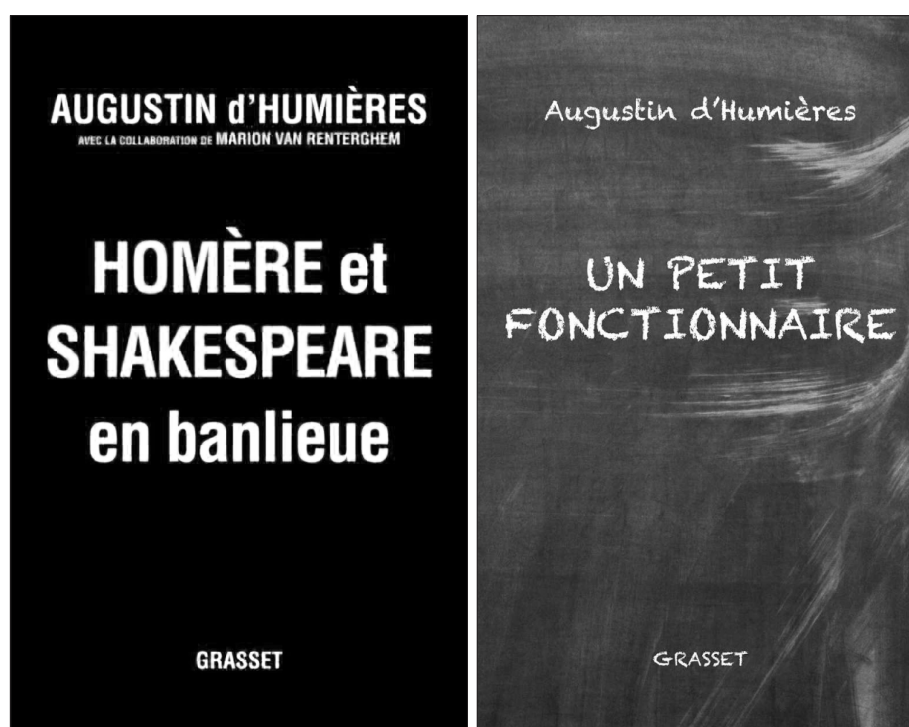
D'un point de vue pédagogique, c'est plutôt le «laisser-faire» qui prévaut. Les élèves ne sont pas toujours à l'heure. Le nombre d'absence est gigantesque.

Les parents, qui souhaitent que leurs enfants apprennent quelque chose et qui comprennent les corrélations entre l'école et la réussite sociale, essaient de trouver une autre école dès que possible. Les enseignants changent constamment. Les jeunes enseignants arrivant sortis de l'académie sont placés dans les classes les plus difficiles.

Lorsqu'Augustin d'Humières commence à faire de la promotion en faveur du grec, on lui pose sans cesse la question d'après «l'utilité» d'une telle matière scolaire. Pourquoi des élèves n'ayant pas encore appris à écrire et à lire correctement à l'école primaire devraient-ils alors apprendre le grec? S'ils ont de la chance, ils se retrouveront ensuite à la caisse d'un supermarché ou quelque part dans la vente, à quoi bon apprendre le grec?

Il a à ses côtés deux des plus grands linguistes français des langues classiques, *Jacqueline de Romilly* et *Jean-Pierre Vernant*. Ils ne cessent de s'engager publiquement pour l'enseignement des langues antiques et de leur transmission en termes de culture et de philosophie.

D'Humières est convaincu de sa cause. Il connaît ce que l'enseignement des langues anciennes offre aux élèves. A l'argument selon lequel les élèves quittent l'école sans maîtriser le français, il rétorque: les langues anciennes nous rappellent l'histoire des mots, le contexte de leur orthographe, la manière dont leur sens évolue au fil du temps. Et à ceux qui objectent que les élèves ont assez de problèmes avec les langues étrangères modernes, il répond: les langues anciennes nous rappellent l'étymologie commune aux différentes langues modernes. En plus, elles nous permettent d'aborder des thèmes fondamentaux avec le recul et le calme, comme la reli-



ISBN 978-2246729310 ISBN 978-2246813064

gion et sa signification et ce qu'il veut dire d'exister en tant que citoyen, par exemple. Pour lui, elles sont le lieu de la naissance de la philosophie et de la tragédie. Les textes anciens nous incitent à réfléchir à la vie, à la mort, au bonheur, au temps, au pouvoir, à la démocratie, à la république, aux religions.

De plus, dans les cours de grec, chaque élève part du même point de départ: zéro.

C'est très important pour les élèves qui sont habituellement à la traîne sur le plan linguistique. Ici, tout le monde est sur un pied d'égalité: tous partent du niveau zéro.

Le jugement d'Augustin d'Humières sur l'état de l'école est accablant. Il constate qu'elle ne remplit plus ses missions les plus fondamentales: transmettre des connaissances, préparer les élèves à la vie professionnelle, former des citoyens. Les élèves quittent l'école profondément fragilisés, avec une maîtrise approximative du français seul, un babillage en langues étrangères, une formation nulle dans les matières jadis élémentaires comme l'histoire, les sciences, la littérature et la philosophie.

Comment procéder face à des programmes scolaires si les conditions de leur mise en œuvre ne sont pas données? Il faut les mettre de côté pour le moment, dit l'auteur, constater tout d'abord où en sont les élèves et quelles sont leurs lacunes, souvent accumulées dès l'école primaire.

L'écart énorme entre les quelques bonnes écoles, y compris les écoles primaires, et toutes les autres est ici évident. En exemple de l'inégalité des écoles concernant le respect accordé à l'élève en tant qu'apprenant, l'auteur décrit un épisode illuminant.<sup>7</sup> Augustin d'Humières, ayant passé sa scolarité au lycée parisien renommé *Henri IV*, imagine comment l'incident suivant y aurait été traité. Dans le couloir de son école pourtant, un élève l'aborde en lui annonçant: «Monsieur, on n'arrivera pas en grec! La classe va au tournage d'une émission culinaire à Melun, avec le CPE (conseiller principal d'éducation)»<sup>8</sup>! Un tel incident, comment aurait-il été traité à *Henri IV* ou à *Louis-le-Grand*? Le CPE de Louis-le-Grand abordant son proviseur pour lui annoncer qu'il emmènerait une classe de terminales S, à deux mois du bac, sur des heures de cours, pour assister au tournage d'une émission culinaire, se ferait immédiatement éconduire.<sup>10</sup> Au lycée de banlieue, il n'en est rien. Tout au contraire, le CPE est félicité par le proviseur, qui est lui-même félicité par le directeur: «Ah, il y a des projets, ça foisonne, ça bouge, on est ouvert sur le monde. ... Ce lycée foisonnant évolue vers celui où il y a le moins d'heures de cours, celui qui rayonne vers le dehors. Il y a des lycées où l'on forme les producteurs d'émissions culinaires, ceux où l'on forme les cuisiniers, et enfin, le lycée où l'on forme le public de l'émission. C'est nous! C'est ça, la division sociale de l'enseignement. N'est-ce pas génial?»<sup>11</sup>

«Cette école avait été pensée, structurée, organisée pour que l'élève en sache le moins possible»<sup>12</sup>

La discussion des livres pourrait s'arrêter là, s'il n'y avait pas encore *Métis*<sup>13</sup>, la ruse pruden-

Augustin d'Humières parvient à faire en sorte que le grec et le latin soient à nouveau des matières appréciées dans son école<sup>14</sup>. C'est un plaisir de lire les dialogues avec les élèves rapportés dans le livre. Il gagne d'anciens élèves pour faire le tour des collèves en faisant de la publicité pour l'enseignement du grec et du latin. (Dans son propre collève, il n'a pas le droit de se montrer lors des inscriptions). Il fonde l'association «Métis» où des élèves et des retraités offrent du soutien aux élèves. Aide aux devoirs, représentations théâtrales, excursions, voyages se trouvent également au programme.<sup>15</sup>

Avec l'aide d'anciens amis du théâtre à Paris, on parvient à monter «Le songe d'une nuit d'été». Les répétitions sont un «calvaire». Mais une semaine avant la première, tous les élèves sont là. Aucun ne manque, tous sont à l'heure, ils connaissent leurs textes, ils réfléchissent à leurs rôles, ils sont heureux.

Ces élèves sont capables d'exprimer la teneur de cet enseignement, le sens d'apprendre le grec. Ils réussissent dans leurs études et leur travail – des enfants de banlieue qui n'avaient pas d'autre perspective que de traîner au pied de leurs tours résidentielles, d'accepter leurs petits boulots, d'être utilisés comme coursiers pour les trafiquants de drogues et de se jeter dans les bras du djihad.

## Témoignages d'anciens élèves

*Sihem Hamdaoui*: Après trois ans de grec, je n'ai pas été déçue. Cela m'a permis de m'ouvrir l'esprit, de me cultiver et ainsi de voyager dans l'histoire, aussi bien au travers des cours que de nombreux voyages réels qui ont été organisés. Ces trois années ont été mémorables, on en apprend énormément avec seulement deux heures par semaine!

*Morad Saouti*: Au début, ça ne me paraissait pas très attrayant; j'avais des préjugés par rapport au grec. Mais je me suis rendu compte que les cours sont très enrichissants, notamment pour la culture qu'ils apportent. L'étude de philosophes comme *Platon* ou *Socrate* apporte des notions qui sont utiles dans d'autres cours.

*Sajo Drame*: Je suis en première année de médecine. Il n'y a pas un seul cours où il n'y ait un mot qui vienne du grec. Alors évidemment, quand il s'agit de mots clés à retenir, tout devient tout simple pour celui qui a fait du grec.

<sup>1</sup> Le Lycée correspond aux classes supérieures du Gymnasium allemand offrant de diverses options.

<sup>2</sup> *Le Monde*, 13/01/15

<sup>3</sup> *Le Figaro*, 7/04/17

<sup>4</sup> Augustin d'Humières, *Un petit fonctionnaire*, Ed. Grasset 2017, p.24

<sup>5</sup> *Un petit fonctionnaire*, p.81

<sup>6</sup> Editions Grasset 2009

<sup>7</sup> *Un petit fonctionnaire*, p.104

<sup>8</sup> Conseiller principal d'éducation: Le CPE est responsable du déroulement pratique de la vie scolaire, il maintient le contact avec les élèves et les enseignants.

<sup>9</sup> Ecole d'élite parisienne

<sup>10</sup> *Un petit fonctionnaire*, p.104

<sup>11</sup> *ibid.*, p.105

<sup>12</sup> *ibid.*, p.24

<sup>13</sup> *Métis* est la première épouse de *Zeus*, le père des dieux. Comme elle lui faisait concurrence en raison de son intelligence rusée et de sa clairvoyance, il la fit s'évanouir.

<sup>14</sup> En 2015, la ministre de l'Education *Najat Vallaud-Belkacem* tente de porter un coup fatal aux langues anciennes avec sa réforme du collève. Les heures de latin et de grec sont réduites respectivement à une et deux leçons par semaine.

<sup>15</sup> Adresse Internet de Métis: [www.operationmetis.com](http://www.operationmetis.com) On peut y consulter le programme et les commentaires des élèves.